



Rapport aux actionnaires

La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le premier trimestre de 2010

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires du trimestre terminé le 31 janvier 2010, dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

TORONTO, le 3 mars 2010 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé aujourd'hui un bénéfice net de 1 497 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2010, en hausse de 387 millions, ou 35 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 260 millions, ou 21 %, comparativement au dernier trimestre. Nous avons enregistré des résultats solides dans la plupart de nos secteurs d'exploitation et réduit la dotation à la provision pour pertes sur créances ce trimestre. Le bénéfice net a augmenté par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète l'amélioration générale des conditions du marché et de la conjoncture économique.

« Nous avons dégagé un bénéfice net de 1,5 milliard de dollars et un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 17,5 %, et notre situation de capital est demeurée solide. Ces résultats témoignent de notre capacité à générer un bénéfice et à assurer la gestion efficace de nos coûts et de notre capital, ainsi que de la solidité de nos activités, a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de RBC. Notre stratégie à long terme et notre modèle de gestion diversifié continuent de nous avantager alors que nous renforçons notre position de chef de file au Canada et que nous élargissons notre plateforme à l'échelle mondiale. Nous continuons de noter des signes de reprise sur les marchés et une amélioration de la conjoncture économique et nous profitons des occasions qui se présentent. »

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009 ⁽¹⁾

- Bénéfice net de 1 497 millions de dollars (en hausse de 35 % par rapport à 1 110 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,00 \$ (en hausse de 0,22 \$ par rapport à 0,78 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 17,5 % (en hausse de 300 points de base par rapport à 14,5 %)
- Ratio du capital de première catégorie de 12,7 %

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009 ⁽¹⁾

- Bénéfice net de 1 497 millions de dollars (en hausse de 21 % par rapport à 1 237 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,00 \$ (en hausse de 0,18 \$ par rapport à 0,82 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 17,5 % (en hausse de 280 points de base par rapport à 14,7 %)

(1) Au cours de 2009, nous avons reclassé certains titres dans les prêts, conformément aux modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*. Pour le premier trimestre de 2009, le reclassement a donné lieu à une augmentation du bénéfice net, dont le montant déclaré était de 1 053 millions de dollars, le portant à 1 110 millions; il a aussi donné lieu à une augmentation de 0,05 \$ du bénéfice dilué par action, de 70 points de base du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de 39 millions (34 millions après impôts) de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Pour le quatrième trimestre de 2009, le reclassement a donné lieu à une augmentation du bénéfice net de 7 millions de dollars et à une augmentation de 0,01 \$ et de 10 points de base, respectivement, du bénéfice dilué par action et du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour obtenir des détails sur l'incidence, se reporter à la rubrique Chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* – reclassement de titres dans les prêts, à la page 62 de notre rapport annuel 2009.

Table des matières

1 Faits saillants du premier trimestre

2 Rapport de gestion

2 Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

2 Vue d'ensemble

2 Aperçu de la Banque Royale du Canada

3 Faits saillants financiers et autres

4 Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

4 Rendement financier

7 Analyse des résultats trimestriels et des tendances

8 Résultats des secteurs d'exploitation

8 Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

8 Services bancaires canadiens

9 Gestion de patrimoine

10 Assurances

12 Services bancaires internationaux

13 Marchés des Capitaux

14 Services de soutien généraux

15 Résultats par secteur géographique

16 Situation financière

16 Bilan condensé

17 Arrangements hors bilan

18 Gestion du risque, du capital et des liquidités

19 Risque de crédit

20 Rendement au chapitre de la qualité du crédit

22 Risque de marché

23 Gestion du capital

24 Gestion des liquidités et du financement

25 Information financière supplémentaire

25 Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC

26 Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés

27 Questions et contrôles comptables

28 Principales mesures du rendement

28 Opérations entre apparentés

29 États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

33 Notes complémentaires (non vérifié)

43 Renseignements à l'intention des actionnaires

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, par rapport aux trimestres terminés le 31 janvier 2009 et le 31 octobre 2009. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2009 aux actionnaires (rapport annuel 2009). Ce rapport de gestion est daté du 2 mars 2010. Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2009, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2010, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent rapport comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant les perspectives économiques et les perspectives du marché pour 2010 pour les économies canadienne, américaine et internationale, ainsi que le contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent rapport est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes terminées à ces dates et pourrait ne pas être appropriée à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexacts et que nos hypothèses soient incorrectes. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces risques, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, opérationnel et les risques d'illiquidité et de financement, ainsi

que d'autres risques qui sont expliqués à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités et dans notre rapport annuel 2009; la conjoncture économique générale et les conditions du marché financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux dotations, aux provisions et aux évaluations; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et à les intégrer avec succès; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités, ainsi que dans notre rapport annuel 2009.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de

patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 77 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 18 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 53 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009 (1)	31 janvier 2009 (1)
Total des revenus	7 334 \$	7 459 \$	7 063 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	493	883	786
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 130	1 322	1 076
Frais autres que d'intérêt	3 626	3 606	3 622
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 085	1 648	1 579
Bénéfice net	1 497 \$	1 237 \$	1 110 \$
Secteurs – bénéfice net (perte nette)			
Services bancaires canadiens	777 \$	717 \$	696 \$
Gestion de patrimoine	219	161	128
Assurances	118	104	112
Services bancaires internationaux	(57)	(125)	(100)
Marchés des Capitaux	571	561	225
Services de soutien généraux	(131)	(181)	49
Bénéfice net	1 497 \$	1 237 \$	1 110 \$
Données financières sommaires			
Bénéfice par action – de base	1,01 \$	0,83 \$	0,78 \$
– dilué	1,00 \$	0,82 \$	0,78 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	17,5 %	14,7 %	14,5 %
Rendement du capital de risque (2)	30,8 %	26,0 %	22,7 %
Marge nette d'intérêt (2), (3)	1,65 %	1,73 %	1,51 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,68 %	1,00 %	0,85 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	1,76 %	1,86 %	1,51 %
Ratios de capital et coefficients			
Ratio du capital de première catégorie	12,7 %	13,0 %	10,6 %
Ratio du capital total	13,6 %	14,2 %	12,5 %
Coefficient actif-capital	16,2X	16,3X	17,5X
Ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie) (4)	9,1 %	9,2 %	7,6 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Total de l'actif	659 499 \$	654 989 \$	713 367 \$
Valeurs mobilières	189 416	186 272	171 303
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	281 323	280 963	284 601
Actifs dérivés	85 828	92 173	144 376
Dépôts	394 695	398 304	422 850
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	32 450	31 600	29 200
Moyenne du capital de risque (2)	18 450	17 900	18 700
Actif ajusté en fonction des risques	259 016	244 837	273 561
Biens sous gestion	251 300	249 700	224 900
Biens administrés – RBC	658 500	648 800	594 900
– RBC Dexia IS (5)	2 528 800	2 484 400	2 131 400
Information sur les actions ordinaires			
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 418 146	1 413 644	1 366 868
– moyenne (diluée)	1 432 179	1 428 409	1 379 191
– à la fin	1 421 442	1 417 610	1 406 973
Dividendes déclarés par action	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$
Rendement de l'action (6)	3,6 %	3,7 %	5,2 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	52,28 \$	54,80 \$	30,41 \$
Capitalisation boursière (TSX)	74 313	77 685	42 786
Renseignements généraux			
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	70 600	71 186	73 416
Nombre de succursales	1 756	1 761	1 747
Nombre de guichets automatiques bancaires	5 037	5 030	4 984
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (7)	0,945 \$	0,924 \$	0,815 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,935 \$	0,924 \$	0,815 \$

(1) Au cours de 2009, nous avons reclassé certains titres dans les prêts, conformément aux modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*. Pour le premier trimestre de 2009, ce reclassement a donné lieu à une augmentation du bénéfice net, dont le montant déclaré était de 1 053 millions de dollars, le portant à 1 110 millions; il a aussi donné lieu à une augmentation de 0,05 \$ du bénéfice dilué par action, de 70 points de base du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de 39 millions (34 millions après impôts) de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Pour le quatrième trimestre de 2009, le reclassement a donné lieu à une augmentation du bénéfice net de 7 millions de dollars et à une augmentation de 0,01 \$ et de 10 points de base, respectivement, du bénéfice dilué par action et du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour obtenir des détails sur l'incidence, se reporter à la rubrique Chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* – reclassement de titres dans les prêts, à la page 62 de notre rapport annuel 2009.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, au rendement du capital de risque, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à la moyenne du capital de risque et à la moyenne de l'actif. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif.

(4) Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement.

(5) Représente le total des biens administrés de la coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

(6) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

(7) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives – Données en date du 1^{er} mars 2010**Canada**

L'économie canadienne a affiché un taux de croissance annualisé de 5,0 % au cours du quatrième trimestre civil de 2009, soit un résultat de loin supérieur à la croissance modeste de 0,9 % affichée au trimestre précédent. La croissance est attribuable à l'accroissement des exportations découlant principalement de l'amélioration de la conjoncture économique aux États-Unis, à l'augmentation des dépenses engagées par les gouvernements et les consommateurs et à l'accroissement des investissements dans la construction d'habitations. L'augmentation des dépenses de consommation tient à la hausse de la valeur des biens ménagers découlant de la stabilisation continue des marchés financiers et des marchés de l'habitation, à la confiance accrue des consommateurs et au maintien de faibles taux d'intérêt. Le taux de chômage, qui était de 8,3 % en janvier, affiche une légère baisse par rapport au mois précédent, mais il devrait demeurer élevé tout au long de 2010 et pourrait entraîner davantage de pressions sur la qualité du crédit et sur la croissance économique.

Bien que la reprise économique semble se poursuivre, nous nous attendons à ce que la Banque du Canada maintienne son taux de financement à un jour à 0,25 % jusqu'à la fin du deuxième trimestre civil de 2010, moment auquel la reprise devrait davantage avoir pris racine. La hausse prévue de 100 points de base des taux d'intérêt au deuxième semestre civil de 2010 et l'augmentation des ratios de dette à la consommation pourraient accroître les pressions sur la croissance économique et sur la qualité du crédit. De plus, le gouvernement a annoncé récemment la mise en œuvre de nouveaux règlements visant les prêts hypothécaires, qui ont pour but de restreindre les niveaux d'endettement et d'atténuer les répercussions des hausses des taux d'intérêt pour les emprunteurs. Nous ne nous attendons pas à ce que cette situation ait une incidence importante sur nos activités et sur nos résultats. Nous nous attendons à ce que le rythme de la reprise économique au Canada soit plus lent que celui des reprises précédentes et nous prévoyons une croissance du produit intérieur brut de 2,8 % en 2010, soit 20 points de base de plus que la croissance que nous prévoyions le 3 décembre 2009.

États-Unis

L'économie aux États-Unis a affiché un taux de croissance annualisé de 5,9 % au cours du quatrième trimestre civil de 2009, en raison essentiellement de la variation des stocks des entreprises. La croissance de l'économie devrait se poursuivre en 2010, mais à un rythme plus lent qu'au quatrième trimestre de 2009, car il est peu probable que la croissance découlant des stocks des entreprises se maintienne. Nous prévoyons que la Réserve fédérale maintiendra le taux des fonds fédéraux entre 0 % et 0,25 % jusqu'à la fin de 2010, lorsque la viabilité de la reprise économique sera évidente et que les conditions sur le marché du travail se seront améliorées. À la fin du mois de février, la Réserve fédérale a haussé de 25 points de base le taux d'escompte fédéral, soit le taux qu'elle demande aux banques pour les prêts à un jour, le portant à 0,75 %, le gouvernement ayant mis fin aux mesures de

relance d'urgence visant les banques. La Réserve fédérale a laissé savoir que ces changements ne signalent aucunement un changement des perspectives concernant l'économie ou de la politique monétaire. La reprise économique aux États-Unis devrait être plus modérée que les reprises précédentes, situation qui tient au fait que les ménages demeurent occupés à rétablir leurs bilans. Nous prévoyons une croissance de l'économie américaine de 2,9 % en 2010, soit 40 points de base de plus que la croissance que nous prévoyions le 3 décembre 2009.

Autres économies mondiales

La reprise s'est poursuivie dans la plupart des économies mondiales au dernier trimestre civil de 2009, principalement dans les économies émergentes et particulièrement en Chine. La croissance enregistrée au Royaume-Uni (R.-U.) signale la fin de la récession, mais la reprise économique dans cette région accuse un retard par rapport à la reprise affichée dans la plupart des économies mondiales. Les préoccupations concernant la dette croissante de certains États souverains en Europe, notamment le Portugal, l'Italie, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne, de même que le ralentissement de la croissance dans la quasi-totalité de la zone euro au quatrième trimestre civil, ont menacé de freiner la reprise économique et d'accroître les pressions sur les marchés financiers et sur l'euro ce trimestre. Nous nous attendons à ce que la reprise des économies mondiales se poursuive en 2010, mais à ce que la croissance varie considérablement d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre et à ce que les économies émergentes aient une longueur d'avance sur les autres économies.

Marchés financiers

De façon générale, la situation sur les marchés financiers mondiaux a continué de s'améliorer et la volatilité a diminué par rapport à l'exercice et au trimestre précédents. Avec prise d'effet ce trimestre, nous ne considérons plus que les gains ou les pertes liés à certaines valeurs mobilières découlent du contexte du marché, car ces gains ou ces pertes se produisent dans le cours normal de nos activités. Par conséquent, nous n'indiquons plus que ces éléments sont liés au contexte du marché, et ceux-ci ne font plus l'objet d'une présentation distincte. Pour de plus amples renseignements sur les pertes liées au contexte du marché que nous avons comptabilisées à l'exercice précédent, se reporter à notre rapport annuel 2009.

Le dollar canadien s'est apprécié par rapport à la plupart des principales devises depuis le début de 2009. Toutefois, le taux d'appréciation a diminué en raison de la baisse de la volatilité au premier trimestre de 2010, par rapport à 2009.

Ces prédictions et prévisions se fondent sur des renseignements et des hypothèses provenant de sources qui nous semblent fiables. Si ces renseignements ou ces hypothèses ne sont pas exacts, les perspectives économiques réelles pourraient différer considérablement des perspectives présentées dans cette section.

Rendement financier**Vue d'ensemble**

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009
Nous avons déclaré un bénéfice net de 1,5 milliard de dollars pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2010, en hausse de 387 millions, ou 35 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,00 \$, en hausse de 28 % comparativement à l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 17,5 %, en hausse de 300 points de base. Le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 12,7 %, en hausse de 210 points de base comparativement à 10,6 %. L'augmentation du bénéfice net par rapport à l'exercice précédent reflète principalement l'amélioration générale de la conjoncture et des conditions du marché dont il est fait mention ci-après. L'augmentation est aussi attribuable à la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui tient à la baisse de la dotation aux provisions spécifiques et au fait que nous n'avons comptabilisé aucune dotation à

la provision générale ce trimestre, ainsi qu'à la hausse du bénéfice de la plupart des secteurs d'activité, particulièrement le secteur Services bancaires canadiens, laquelle découle de la forte croissance des volumes. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse liés à certaines activités de négociation, lesquels découlent en grande partie de la volatilité moindre des marchés financiers mondiaux. Les pertes constatées relativement à la variation de la juste valeur de certains dérivés qui ont servi de couverture économique à nos activités de financement, des gains ayant été constatés à l'exercice précédent, ont également neutralisé en partie l'augmentation.

Le bénéfice net de l'exercice précédent avait été touché par des pertes liées au contexte du marché de 1 106 millions de dollars (562 millions après impôts et écritures de compensation connexes). De plus, le niveau des opérations de titrisation effectuées à l'exercice précédent, qui était supérieur aux niveaux historiques, s'était traduit par des gains de 267 millions de dollars (183 millions après impôts),

comparativement à des gains de 31 millions (22 millions après impôts) pour l'exercice considéré. Ces facteurs découlant de la faiblesse des conditions du marché et de la conjoncture ont entraîné une réduction des liquidités sur les marchés du financement à terme tout au long de 2009.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009
Le bénéfice net a augmenté de 260 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la diminution de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et du fait qu'aucune dotation à la provision générale n'a été comptabilisée ce trimestre. L'augmentation tient aussi aux gains comptabilisés relativement à certains de nos portefeuilles de titres disponibles à la vente, des pertes ayant été constatées au trimestre précédent, à la croissance des volumes et à l'amélioration des écarts du secteur Services bancaires canadiens, à l'accroissement des activités de financement syndiqué et de financement d'infrastructures et à la reprise de la provision résiduelle au titre du litige lié à Enron Corp. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable, les résultats du quatrième trimestre de 2009 tenant compte d'un ajustement annuel ayant réduit la charge du quatrième trimestre, par la diminution des revenus tirés des activités de négociation au cours du trimestre considéré et par la hausse du taux d'intérêt effectif.

Incidence du dollar américain sur nos résultats consolidés

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats libellés en dollars américains.

Le dollar canadien s'est apprécié de 16 % par rapport au dollar américain, comparativement au premier trimestre de 2009, et de 2 % comparativement au quatrième trimestre de 2009, ce qui a eu une incidence défavorable sur notre résultat consolidé.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009	Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (1)	2 %	16 %
Total des revenus : (en baisse)	(44)\$	(301)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances : (en baisse)	(3)	(24)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance : (en baisse)	(6)	(53)
Frais autres que d'intérêt : (en baisse)	(23)	(143)
Bénéfice net : (en baisse)	(10)	(68)
Bénéfice par action de base : (en baisse)	(0,01)\$	(0,05)\$
Bénéfice par action dilué : (en baisse)	(0,01)\$	(0,05)\$

(1) Se reporter au tableau Faits saillants financiers et autres pour la moyenne des taux de change pour la période.

Les fluctuations des taux de change de l'euro, de la livre sterling et du dollar de Trinité-et-Tobago influent également sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Intérêts créditeurs	4 666 \$	4 766 \$	5 830 \$
Intérêts débiteurs	1 919	1 890	2 998
Revenu net d'intérêt	2 747 \$	2 876 \$	2 832 \$
Services de placement (1)	1 165	1 089	1 067
Activités d'assurance (2)	1 383	1 565	1 346
Activités de négociation	750	910	(47)
Services bancaires (3)	809	865	885
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	311	339	199
Autres (4)	169	(185)	781
Revenus autres que d'intérêt	4 587	4 583	4 231
Total des revenus	7 334 \$	7 459 \$	7 063 \$
Renseignements supplémentaires			
Total des revenus tirés des activités de négociation			
Revenu net d'intérêt	386 \$	373 \$	674 \$
Revenus autres que	750	910	(47)
Total	1 136 \$	1 283 \$	627 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit			
Produits liés aux taux d'intérêt et produits de crédit	900 \$	1 086 \$	63 \$
Titres de participation	141	107	281
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	95	90	283
Total	1 136 \$	1 283 \$	627 \$

- (1) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.
- (2) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés. Le revenu de placement reflète la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et est neutralisé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.
- (4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, les gains nets (les pertes nettes) sur les titres disponibles à la vente (la perte de valeur durable et les gains ou pertes réalisés), les ajustements de la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, la variation de la juste valeur de certains dérivés liés à des couvertures économiques et les revenus tirés des opérations de titrisation.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le total des revenus a augmenté de 271 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus à l'exercice précédent tenaient compte de pertes liées au contexte du marché qui ont été en grande partie comptabilisées dans les revenus tirés des activités de négociation. L'augmentation des services de banque d'investissement et des activités liées aux placements a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation dans certains secteurs d'activité et par la réduction des gains au titre des opérations de titrisation, ainsi que par les pertes liées à la variation de la juste valeur de certains dérivés ayant servi de couverture économique à nos activités de financement, des gains ayant été comptabilisés à l'exercice précédent.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 85 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement du resserrement des écarts liés à nos activités de négociation d'instruments du marché monétaire. La compression des écarts liés à nos services de gestion de patrimoine a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens.

La marge nette d'intérêt s'est élevée à 1,65 %, en hausse de 14 points de base; ce résultat tient essentiellement à la diminution des actifs ne générant pas d'intérêt.

Les revenus liés aux placements se sont accrus de 98 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, des volumes de transactions à la hausse, ainsi que de l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement, lesquels découlent de l'amélioration des conditions du marché et de la confiance accrue des investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont augmenté de 37 millions de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement des volumes de rentes à la hausse, facteur contrebalancé en partie par la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie. Ces deux facteurs ont été en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'augmentation tient aussi à la croissance des volumes liés à la plupart des secteurs d'activité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont progressé de 797 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt, s'est élevé à 1 136 millions de dollars, en hausse de 509 millions; ce résultat tient au fait que les revenus comptabilisés à l'exercice précédent tenaient compte de pertes liées au contexte du marché de 1 130 millions, facteur contrebalancé en partie par la réduction ce trimestre des revenus tirés des activités de négociation d'instruments du marché monétaire, des opérations de change et des activités de négociation de titres à revenu fixe découlant de la baisse de la volatilité ainsi que du resserrement des écarts acheteur-vendeur et des écarts de taux et de la diminution des activités des clients. Les gains sur certaines positions liées aux activités de négociation d'obligations ont également contribué à l'augmentation, facteur qui a été en grande partie compensé dans les autres revenus par les pertes sur les dérivés ayant servi de couverture économique à ces positions.

Les revenus tirés des services bancaires ont diminué de 76 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui tient en grande partie à la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit et à la baisse des revenus tirés des opérations de change. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'accroissement des activités de financement syndiqué.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrues de 112 millions de dollars, ou 56 %, en raison essentiellement de l'augmentation des activités de montage de titres de participation et de prêts ainsi que des activités de fusion et d'acquisition reflétant principalement l'amélioration des marchés des actions et du crédit.

Les autres revenus ont subi une baisse de 612 millions de dollars, ou 78 %, qui tient en grande partie aux pertes sur les dérivés ayant servi de couverture économique à certaines positions liées aux activités de négociation d'obligations, essentiellement contrebalancées par les revenus tirés des activités de négociation, à la réduction des gains au titre des opérations de titrisation, aux pertes liées à la variation de la juste valeur de certains dérivés ayant servi de couverture économique à nos activités de financement, des gains ayant été constatés à l'exercice précédent, et à l'incidence défavorable de la comptabilité de couverture sur les opérations de couverture visant les opérations de titrisation auxquelles nous avons mis fin. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation de gains sur certains titres disponibles à la vente, des pertes ayant été constatées à l'exercice précédent.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le total des revenus a diminué de 125 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités d'assurance découlant de la variation de la juste valeur des investissements et de la réduction des volumes de rentes, facteurs qui ont tous deux été compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que de la baisse des revenus tirés des activités de négociation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains sur certains titres disponibles à la vente, des pertes ayant été constatées au trimestre précédent, par la croissance des volumes et l'amélioration des écarts du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que par l'augmentation des activités de financement syndiqué et de financement d'infrastructures.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La qualité du crédit s'est de façon générale améliorée par rapport à l'exercice et au trimestre précédents, résultat qui reflète la stabilisation de la qualité des actifs. Le maintien du niveau actuel de la dotation à la provision pour pertes sur créances demeure incertain à l'heure actuelle

et il est tributaire de la résilience de la reprise économique et de l'amélioration des taux de chômage. Pour de plus amples renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 293 millions de dollars, ou 37 %, par rapport à l'exercice précédent. Aucune dotation à la provision générale n'a été comptabilisée ce trimestre, tandis qu'une dotation à la provision générale de 149 millions a été constatée à l'exercice précédent. La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances a reculé de 144 millions de dollars, en raison en grande partie de la baisse de la dotation aux provisions liées à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises et à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, ainsi qu'aux provisions liées à certains titres disponibles à la vente reclassés dans les prêts comptabilisés à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation aux provisions liées à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit, de prêts aux particuliers non garantis et de prêts aux entreprises au Canada, ainsi qu'à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 390 millions de dollars, ou 44 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement la baisse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances de 234 millions, laquelle tient en grande partie à la réduction de la dotation aux provisions liées à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises et à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis. La dotation aux provisions liées à certains titres disponibles à la vente reclassés des titres de créance aux prêts, qui a été comptabilisée au trimestre précédent, et la réduction de la dotation aux provisions liées à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers non garantis au Canada ont également contribué à la diminution. La hausse de la dotation aux provisions liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises au Canada et à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis a neutralisé en partie l'augmentation. Aucune dotation à la provision générale n'a été comptabilisée ce trimestre, tandis qu'une provision générale de 156 millions de dollars a été constatée au trimestre précédent.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 54 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent et ont diminué de 192 millions comparativement au trimestre précédent. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la section concernant le secteur Assurances.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Salaires	1 000 \$	1 014 \$	1 045 \$
Rémunération variable	991	822	867
Avantages sociaux et conservation du personnel	312	274	312
Rémunération à base d'actions	74	32	66
Ressources humaines	2 377 \$	2 142 \$	2 290 \$
Autres charges	1 249	1 464	1 332
Frais autres que d'intérêt	3 626 \$	3 606 \$	3 622 \$

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés dans l'ensemble inchangés par rapport à l'exercice précédent. La rémunération variable a augmenté ce trimestre, le résultat comptabilisé au premier trimestre de 2009 ayant été touché par les pertes liées au contexte du marché. Environ 62 % de la rémunération variable était basée sur les résultats, et le reste, sur les commissions de vente. La hausse de la rémunération variable a été neutralisée en grande partie par l'incidence du raffermissement du

dollar canadien par rapport au dollar américain, par la reprise de la provision résiduelle au titre du litige lié à Enron et par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009
Les frais autres que d'intérêt sont demeurés dans l'ensemble inchangés par rapport au dernier trimestre. La hausse de la rémunération variable tient au fait que le montant comptabilisé au quatrième trimestre de 2009 tenait compte d'un ajustement annuel ayant réduit la charge au quatrième trimestre. Ce facteur a été en grande partie neutralisé par la reprise de la tranche résiduelle de la provision au titre du litige lié à Enron, par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, par la baisse des impôts sur le capital et par le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Impôts sur les bénéfiques

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009
La charge d'impôts a augmenté de 101 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 27,1 %, soit une baisse de 2,3 % par rapport à l'exercice précédent qui tient essentiellement à des ajustements favorables visant les impôts sur les bénéfiques et à la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009
La charge d'impôts s'est accrue de 176 millions de dollars, ou 45 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui tient à la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 27,1 %, soit une hausse de 3,5 % qui tient en grande partie à la hausse du bénéfice déclaré dans des pays où les taux d'imposition sont plus élevés.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et

les conditions du marché. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2010	2009			2008			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenu net d'intérêt	2 747 \$	2 876 \$	2 900 \$	2 898 \$	2 832 \$	2 629 \$	2 221 \$	2 131 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 587	4 583	4 923	3 863	4 231	2 440	3 691	2 823
Total des revenus	7 334 \$	7 459 \$	7 823 \$	6 761 \$	7 063 \$	5 069 \$	5 912 \$	4 954 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	493	883	770	974	786	619	334	349
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 130	1 322	1 253	958	1 076	(86)	553	548
Frais autres que d'intérêt	3 626	3 606	3 755	3 575	3 622	2 989	3 272	2 970
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	-	-	-	1 000	-	-	-	-
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 085 \$	1 648 \$	2 045 \$	254 \$	1 579 \$	1 547 \$	1 753 \$	1 087 \$
Charge d'impôts	565	389	449	266	464	428	442	156
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	23	22	35	38	5	(1)	49	3
Bénéfice net (perte nette)	1 497 \$	1 237 \$	1 561 \$	(50) \$	1 110 \$	1 120 \$	1 262 \$	928 \$
Taux d'imposition effectif	27,1 %	23,6 %	22,0 %	104,7 %	29,4 %	27,7 %	25,2 %	14,4 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,945 \$	0,924 \$	0,900 \$	0,805 \$	0,815 \$	0,901 \$	0,988 \$	0,994 \$

Éléments importants ayant une incidence sur nos résultats consolidés

Les éléments suivants ont eu une incidence sur nos résultats des huit derniers trimestres :

- Nous avons comptabilisé des dotations à la provision générale considérables entre le quatrième trimestre de 2008 et le quatrième trimestre de 2009.
- Les pertes liées au contexte du marché ont eu une incidence défavorable sur nos résultats, principalement en 2008 et au premier semestre de 2009.
- Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain ont eu une incidence sur notre bénéfice net consolidé au cours de la période.
- Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars, qui avait trait au secteur Services bancaires internationaux.
- Au quatrième trimestre de 2008, nous avons comptabilisé une réduction de la provision au titre du litige lié à Enron de 542 millions de dollars. La tranche résiduelle de 53 millions de dollars de cette provision a fait l'objet d'une reprise ce trimestre.

Analyse des tendances

De façon générale, notre bénéfice trimestriel a augmenté par rapport à celui des trimestres correspondants de l'exercice précédent, sauf au deuxième trimestre de 2009, au cours duquel nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition. Depuis lors, nous avons affiché de solides résultats dans la plupart de nos

secteurs d'exploitation, par suite de l'amélioration de la conjoncture et des conditions du marché.

Les revenus ont de façon générale affiché une tendance à la hausse au cours de la période, laquelle tient principalement aux revenus élevés tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux et aux variations de la juste valeur des portefeuilles de placement garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie du secteur Assurances découlant de la volatilité du marché, facteur en grande partie compensé dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La solide croissance des volumes liés à nos services bancaires et la croissance des revenus tirés de nos activités de gestion de patrimoine, laquelle découle en partie de nos acquisitions, ont également contribué aux résultats à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées au contexte du marché et par la compression des écarts liés à nos services bancaires et à nos activités de gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a de façon générale affiché une importante tendance à la hausse au cours de la période, en raison de la détérioration du crédit principalement liée à une conjoncture économique difficile. Cependant, la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué ce trimestre par rapport aux montants élevés comptabilisés en 2009, résultat qui reflète la stabilisation de la qualité des actifs. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance peuvent être assujettis à une volatilité importante au cours d'un trimestre donné, en raison de la variation de la juste valeur des

investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, des résultats techniques et des ajustements de la provision actuarielle. Toutefois, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance sont demeurés relativement stables depuis le début de 2009, résultat qui reflète en partie la volatilité réduite des marchés.

Les frais autres que d'intérêt ont de façon générale augmenté au cours des huit derniers trimestres, en raison principalement de l'augmentation de la rémunération variable découlant du rendement élevé lié à certaines activités et de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris nos acquisitions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Notre taux d'imposition effectif, de façon générale, a fluctué au cours des huit derniers trimestres, reflétant une proportion variable du bénéfice généré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont différents et un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes). Les pertes liées au contexte du marché comptabilisées relativement à nos portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction et la reprise de la provision au titre du litige lié à Enron, qui ont été comptabilisées en fonction de taux d'imposition plus élevés, la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de même que la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi ont également influé sur notre taux d'imposition effectif au cours de la période.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2009. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces

hypothèses afin de s'assurer de leur validité. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2009.

Services bancaires canadiens

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Revenu net d'intérêt	1 879 \$	1 811 \$	1 718 \$
Revenus autres que d'intérêt	759	762	747
Total des revenus	2 638 \$	2 573 \$	2 465 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	318 \$	314 \$	270 \$
Frais autres que d'intérêt	1 205	1 213	1 176
Bénéfice net avant impôts	1 115 \$	1 046 \$	1 019 \$
Bénéfice net	777 \$	717 \$	696 \$
Revenus par division			
Particuliers clients	1 436 \$	1 390 \$	1 296 \$
Services financiers à l'entreprise	637	628	615
Solutions cartes et paiements	565	555	554
Principales données moyennes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres	39,6 %	37,0 %	38,9 %
Rendement du capital de risque	53,8 %	50,5 %	51,8 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,80 %	2,74 %	2,81 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage du montant net de la moyenne des prêts et des acceptations	0,48 %	0,48 %	0,44 %
Levier d'exploitation	4,5 %	5,6 %	4,0 %
Moyenne du total des actifs productifs (2)	266 100 \$	262 200 \$	242 300 \$
Moyenne des prêts et acceptations (2)	263 200	258 800	242 000
Moyenne des dépôts	187 500	182 700	170 300
Biens administrés	136 000	133 800	113 800

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif.

(2) La moyenne du total des actifs productifs et la moyenne des prêts et acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, laquelle, pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, s'est établie à 38 milliards de dollars et à 3 milliards, respectivement (37 milliards et 4 milliards au 31 octobre 2009; 33 milliards et 4 milliards au 31 janvier 2009).

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 81 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la forte croissance des volumes enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité, l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts et la réduction de notre taux d'imposition effectif découlant de la baisse des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

Le total des revenus a progressé de 173 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la division Particuliers clients se sont accrus de 140 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète la forte

croissance des volumes liés aux activités de financement aux fins d'accession à la propriété ainsi qu'aux prêts et dépôts de particuliers. La hausse des écarts liés aux activités de financement aux fins d'accession à la propriété et l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement découlant de la hausse des soldes attribuable à l'appréciation du capital ont également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés des services financiers à l'entreprise ont augmenté de 22 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la croissance élevée des volumes de dépôts et de l'amélioration des écarts liés aux prêts, facteurs neutralisés en partie par la réduction des écarts liés aux dépôts.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements ont progressé de 11 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui tient principalement à l'augmentation des écarts et à la forte croissance des volumes de transactions, facteurs en grande partie neutralisés par la

comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un ajustement favorable de 52 millions du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, qui tient aux modifications favorables apportées aux hypothèses concernant le coût du programme.

La marge nette d'intérêt est demeurée pour ainsi dire inchangée, résultat qui reflète la baisse des taux d'intérêt, laquelle a été neutralisée par l'augmentation des écarts découlant de la révision des taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 48 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement des taux de pertes plus élevés liés à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers non garantis, ainsi que de la hausse de la dotation aux provisions liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 29 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète le règlement favorable d'une question fiscale à l'exercice précédent, la hausse des coûts de marketing liés à notre commandite des Jeux olympiques et l'augmentation des pertes hors exploitation et des charges de retraite ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 60 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète la croissance des

volumes dans la plupart des secteurs d'activité, l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts et la diminution de notre taux d'imposition effectif. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation, au trimestre précédent, d'un gain au titre de la vente d'une portion de nos actions restantes de Visa Inc.

Le total des revenus a progressé de 65 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient au fait que la forte croissance des volumes liés aux activités de financement aux fins d'accession à la propriété et aux dépôts des particuliers et des entreprises de même que l'augmentation des écarts ont été neutralisées en partie par le gain de 18 millions à la vente d'une portion de nos actions restantes de Visa comptabilisé au dernier trimestre.

La marge nette d'intérêt s'est accrue de six points de base, résultat qui reflète l'augmentation des écarts découlant des activités de révision des taux et la diminution des coûts de financement.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée dans l'ensemble inchangée, car la hausse de la dotation aux provisions liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises a été en grande partie contrebalancée par la diminution des dotations aux provisions liées à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers non garantis.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés essentiellement inchangés, car l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts et la baisse des impôts sur le capital ont été contrebalancées par le caractère saisonnier de certains coûts opérationnels.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Revenu net d'intérêt	78 \$	85 \$	128 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	574	572	539
Revenus tirés des transactions et autres revenus	412	417	330
Total des revenus	1 064 \$	1 074 \$	997 \$
Frais autres que d'intérêt	806 \$	841 \$	827 \$
Bénéfice net avant impôts	258 \$	233 \$	170 \$
Bénéfice net	219 \$	161 \$	128 \$
Revenus par division			
Gestion de patrimoine – Canada	355 \$	360 \$	335 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	527	545	512
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	498	504	417
Gestion mondiale d'actifs	182	169	150
Autres renseignements			
Rendement des capitaux propres	21,8 %	15,8 %	12,3 %
Rendement du capital de risque	72,9 %	53,3 %	41,8 %
Marge avant impôts (1)	24,2 %	21,7 %	17,1 %
Nombre de conseillers (2)	4 454	4 504	4 363
Biens administrés – total	510 000 \$	502 300 \$	464 600 \$
Biens administrés – Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	310 400	303 300	254 600
Biens sous gestion	248 400	245 700	221 100

	Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009	Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains		
Total des revenus : (baisse)	(9)\$	(64)\$
Frais autres que d'intérêt : (baisse)	(8)	(51)
Bénéfice net : (baisse)	(2)	(14)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	2 %	16 %

(1) La marge avant impôts s'entend du bénéfice net avant impôts, divisé par le total des revenus.

(2) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 91 millions de dollars, ou 71 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et des volumes de transactions, des ajustements comptables cumulatifs

de 39 millions (34 millions après impôts) et un ajustement favorable de 30 millions visant les impôts sur les bénéfices. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Le total des revenus s'est accru de 67 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada ont progressé de 20 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, ainsi que de l'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché et la confiance accrue des investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont augmenté de 15 millions de dollars, ou 3 %. Libellés en dollars américains, les revenus se sont accrus de 81 millions de dollars, ou 19 %, résultat qui tient essentiellement à l'accroissement des volumes de transactions reflétant la confiance accrue des investisseurs, ainsi qu'à des ajustements comptables cumulatifs liés au gain de change sur certains titres disponibles à la vente. Cet ajustement devrait en grande partie faire l'objet d'une écriture de compensation à court terme. L'augmentation tient également à la comptabilisation d'un gain au titre du régime de rémunération à base d'actions lié à nos services de courtage aux États-Unis, une perte au titre de ce régime ayant été constatée à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la compression des écarts.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 32 millions de dollars, ou 21 %, en raison principalement de l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 21 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient en grande partie à l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la reprise de la provision résiduelle au titre de l'entente visant le soutien des clients de Ferris, Baker Watts Inc. ayant investi dans le Reserve

Primary Fund. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus basés sur les commissions, ainsi que par la hausse de la juste valeur de notre passif au titre de la rémunération gagnée lié à notre régime de rémunération à base d'actions.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 58 millions de dollars, ou 36 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des ajustements comptables cumulatifs et d'un ajustement favorable visant les impôts sur les bénéfices. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des volumes de transactions.

Le total des revenus a subi une baisse de 10 millions de dollars, résultat qui est en grande partie imputable à la diminution des volumes de transactions, à l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la compression des écarts. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par des ajustements comptables cumulatifs, ainsi que par l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes de services tarifés.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 35 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la reprise de la provision résiduelle au titre du Reserve Primary Fund, de l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et de la diminution de la rémunération variable découlant de la réduction des revenus basés sur les commissions. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation de la juste valeur de notre passif au titre de la rémunération gagnée lié à notre régime de rémunération à base d'actions.

Assurances

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	1 067 \$	1 098 \$	800 \$
Revenu de placement (1)	248	396	488
Honoraires	67	71	58
Total des revenus	1 382 \$	1 565 \$	1 346 \$
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	963 \$	1 167 \$	922 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	167	155	154
Frais autres que d'intérêt	129	145	141
Bénéfice net avant impôts	123 \$	98 \$	129 \$
Bénéfice net	118 \$	104 \$	112 \$
Revenus par secteur d'activité			
Assurances – Canada	623 \$	677 \$	717 \$
Assurances – États-Unis	364	489	327
Assurances – États-Unis (en millions de dollars américains)	343	452	266
Assurances et autres activités – International	395	399	302
Principales données moyennes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres	35,5 %	32,3 %	33,7 %
Rendement du capital de risque	40,9 %	37,7 %	38,3 %
Primes et dépôts (2)	1 382 \$	1 388 \$	1 080 \$
Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (1)	78	229	341

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction. Les placements à l'appui des passifs actuariels sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme détenus à des fins de transaction; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement des états consolidés des résultats. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions actuarielles, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 6 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la forte croissance des activités, particulièrement nos activités d'assurance vie en Europe, de la comptabilisation de pertes sur placements à l'exercice précédent et de l'incidence favorable du nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni ce trimestre. L'augmentation tient aussi à l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts et à la diminution des coûts de financement attribués au capital. Ces facteurs

ont été neutralisés en partie par les ajustements défavorables des provisions techniques et par la hausse des coûts liés aux sinistres invalidité.

Le total des revenus s'est accru de 36 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont diminué de 94 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, qui sont compensés en

grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que de la réduction des gains sur placements. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des activités d'assurances vie, habitation et automobile, ainsi que par la baisse des coûts de financement attribués au capital.

Les revenus tirés du secteur Assurances – États-Unis ont augmenté de 37 millions de dollars, ou 11 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont progressé de 77 millions de dollars, ou 29 %, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation des volumes de rentes, laquelle a été neutralisée en partie par la variation de la juste valeur des placements. Ces deux facteurs sont en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La diminution des pertes sur placements et la croissance des activités d'assurances vie et maladie ont également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés du secteur Assurances et autres activités – International se sont accrus de 93 millions de dollars, ou 31 %, en raison principalement de l'accroissement des volumes de rentes et de la solide croissance de nos activités d'assurance vie en Europe.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 54 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement la hausse des coûts découlant de l'augmentation des volumes de rentes, facteur neutralisé en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie. La croissance des volumes enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité, les ajustements défavorables des provisions techniques découlant des mesures prises par la direction et des modifications apportées aux hypothèses et la hausse des coûts liés aux sinistres invalidité ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 12 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète en grande partie l'attention que nous

continuons de prêter à la gestion des coûts, notamment la réduction de l'effectif s'inscrivant dans le cadre des initiatives au chapitre de la productivité, ainsi que l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 14 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution des ajustements défavorables des provisions techniques et de la comptabilisation, au trimestre précédent, de pertes sur placements, facteurs neutralisés en partie par les résultats techniques défavorables liés à nos produits de rétrocession vie et par la diminution du bénéfice tiré de nos activités de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Le total des revenus a diminué de 183 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui reflète en grande partie la variation de la juste valeur des placements et la diminution des volumes de rentes liés à nos activités d'assurance aux États-Unis, facteurs qui sont tous les deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 192 millions de dollars, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements, de la diminution des volumes de rentes liés à nos activités d'assurance aux États-Unis et de la réduction des ajustements défavorables des provisions techniques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 16 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète la baisse des coûts de marketing, ainsi que l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Services bancaires internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Revenu net d'intérêt	320 \$	391 \$	414 \$
Revenus autres que d'intérêt	228	193	254
Total des revenus	548 \$	584 \$	668 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	175 \$	229 \$	232 \$
Frais autres que d'intérêt	510	556	595
(Perte nette) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	(137)\$	(201)\$	(159)\$
(Perte nette)	(57)\$	(125)\$	(100)\$
Revenus par division			
Services bancaires (1)	389 \$	422 \$	475 \$
RBC Dexia IS (1)	159	162	193
Principales données moyennes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres	(4,3)%	(8,3)%	(5,2)%
Rendement du capital de risque	(10,2)%	(19,4)%	(14,6)%
Dotation aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	2,27 %	2,80 %	2,39 %
Moyenne des prêts et acceptations	30 700 \$	32 400 \$	38 500 \$
Moyenne des dépôts	47 100	48 200	54 300
Biens administrés – RBC (2)	7 400	7 700	10 600
– RBC Dexia IS (3)	2 528 800	2 484 400	2 131 400
Biens sous gestion – RBC (2)	2 700	3 800	3 700

	Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009	Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains, en euros et en dollars de Trinité-et-Tobago		
Total des revenus : augmentation (diminution)	(13)\$	(57)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances : augmentation (diminution)	(4)	(28)
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	(13)	(48)
Bénéfice net : augmentation (diminution)	1	10
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	2 %	16 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	3 %	6 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars de Trinité-et-Tobago	3 %	18 %

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBTT et de RBC Dexia IS.

(2) Représente respectivement le total des biens administrés et des biens sous gestion de RBTT présenté avec un décalage de un mois.

(3) Représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

La perte nette s'est élevée à 57 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 100 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts. Nos résultats ont aussi été touchés de façon favorable par des ajustements visant les impôts sur les bénéfices. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les intérêts débiteurs payés pour dénouer le financement lié au repositionnement de notre portefeuille de placements aux États-Unis, ainsi que par la diminution des revenus de RBC Dexia IS.

Le total des revenus a reculé de 120 millions de dollars, ou 18 %.

Les revenus tirés des Services bancaires ont subi une baisse de 86 millions de dollars, ou 18 %. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des Services bancaires ont reculé de 18 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement des intérêts débiteurs susmentionnés et de la comptabilisation ce trimestre d'un ajustement comptable cumulatif concernant l'exercice antérieur. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des pertes sur nos portefeuilles de négociation et par la diminution ce trimestre de la provision liée à la restructuration de certains fonds communs de placement de nos services bancaires dans les Antilles.

Les revenus de RBC Dexia IS ont diminué de 34 millions de dollars, ou 18 %, résultat qui reflète principalement la réduction des écarts liés aux dépôts en espèces des clients découlant des faibles taux d'intérêt, ainsi que l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 57 millions de dollars, ou 25 %, en raison essentiellement de la

diminution des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis, principalement celles liées à nos activités de financement de constructeurs résidentiels. Le recul est aussi attribuable à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances libellée en dollars américains et aux provisions relatives à certains titres disponibles à la vente reclassés dans les prêts comptabilisés à l'exercice précédent. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 85 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien et de l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, notamment les réductions de coûts découlant de la restructuration en cours de nos services bancaires aux États-Unis.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

La perte nette s'est élevée à 57 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 125 millions au dernier trimestre. Ce résultat reflète principalement la provision liée à la restructuration de certains fonds communs de placement de nos services bancaires dans les Antilles comptabilisée au trimestre précédent, dont une tranche a fait l'objet d'une reprise ce trimestre, la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les intérêts débiteurs payés pour dénouer le financement lié au repositionnement de notre portefeuille de placements aux États-Unis.

Le total des revenus a reculé de 36 millions de dollars, ou 6 %. Ce recul reflète principalement les intérêts débiteurs susmentionnés, l'ajustement comptable cumulatif et l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la

réduction de la provision liée à la restructuration de certains fonds communs de placement de nos services bancaires dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 54 millions de dollars, ou 24 %, résultat qui reflète essentiellement la diminution des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis, principalement en ce qui concerne nos activités de financement de constructeurs résidentiels. La comptabilisation, au trimestre précédent, de provisions liées à certains titres disponibles à la vente reclassés

dans les prêts et le nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts pour l'achat de lots ont également contribué à la diminution.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 46 millions de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement de l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, notamment les réductions de coûts découlant de la restructuration en cours de nos services bancaires aux États-Unis. Le recul tient également au raffermissement du dollar canadien.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Revenu net d'intérêt (1)	729 \$	721 \$	852 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 111	1 113	557
Total des revenus (1)	1 840 \$	1 834 \$	1 409 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	30 \$	220 \$	160 \$
Frais autres que d'intérêt	951	826	891
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	859 \$	788 \$	358 \$
Bénéfice net	571 \$	561 \$	225 \$
Revenus par division			
Marchés des capitaux – Ventes et opérations	1 267 \$	1 338 \$	891 \$
Services à la grande entreprise et banque d'investissement	573	496	518
Principales données moyennes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres	26,4 %	27,9 %	10,4 %
Rendement du capital de risque	30,1 %	32,2 %	12,0 %
Moyenne des titres du compte de négociation	133 300 \$	124 700 \$	122 800 \$
Dotation aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,38 %	2,63 %	1,37 %
Moyenne des prêts et acceptations	31 400 \$	33 200 \$	46 200 \$
Moyenne des dépôts	89 800	91 300	132 700

	Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009	Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling		
Total des revenus : (diminution)	(22)\$	(145)\$
Frais autres que d'intérêt : (diminution)	(10)	(60)
Bénéfice net : (diminution)	(6)	(48)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	2 %	16 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	2 %	6 %

(1) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010 s'élève à 121 millions de dollars (76 millions au 31 octobre 2009; 60 millions au 31 janvier 2009). Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2009.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 346 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net de l'exercice précédent tenait compte de pertes liées au contexte du marché de 1 046 millions de dollars (479 millions après impôts et écritures de compensation connexes), résultat neutralisé en partie par la diminution des revenus tirés de certaines activités de négociation ce trimestre, laquelle reflète la volatilité réduite et l'amélioration des marchés financiers. La diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et l'amélioration des résultats tirés de la plupart de nos services de banque d'investissement ont également contribué à l'augmentation.

Le total des revenus s'est accru de 431 millions de dollars, ou 31 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Ventes et opérations ont augmenté de 376 millions de dollars, ou 42 %, résultat qui tient principalement au fait que les revenus à l'exercice précédent ont été touchés par les pertes liées au contexte du marché. Ce facteur a été neutralisé en partie par la diminution, au trimestre considéré, des revenus tirés des activités de négociation d'instruments du marché monétaire, des opérations de change et des activités de négociation de titres à revenu fixe. Nos activités de négociation ont ralenti par rapport à l'exercice précédent, en raison de la volatilité réduite des marchés et du resserrement des écarts acheteur-vendeur et des écarts de taux, ainsi que du niveau moins élevé d'activités des clients.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et banque d'investissement se sont accrus de 55 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de l'accroissement des activités de financement syndiqué, des activités de montage de titres de participation et de prêts et des activités de fusion et d'acquisition découlant essentiellement de l'amélioration des marchés des actions et du crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées aux swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique du portefeuille de prêts aux grandes entreprises, comparativement à des gains pour l'exercice précédent, reflétant le resserrement des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 130 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une provision liée à un client des services de courtage privilégié.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 60 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable découlant essentiellement des répercussions liées au contexte du marché comptabilisée au premier trimestre de 2009, facteur neutralisé en partie par la reprise de la tranche résiduelle de 53 millions (29 millions après impôts) de la provision au titre du litige lié à Enron.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 10 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la reprise de la provision résiduelle au titre du litige lié à Enron, facteurs neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable, qui tient au fait que les résultats du quatrième trimestre de 2009 tenaient compte d'un ajustement annuel qui a réduit la charge du quatrième trimestre.

Le total des revenus est essentiellement demeuré inchangé par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation des activités de financement syndiqué et de financement d'infrastructures, ainsi que des gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, des pertes ayant été comptabilisées au trimestre précédent. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la réduction des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et d'instruments du marché

monétaire, laquelle a été contrebalancée en partie par les revenus à la hausse tirés de certaines activités de négociation de titres de participation. Les revenus au trimestre précédent ont été touchés par des ajustements comptables cumulatifs défavorables. Certaines de nos activités de négociation ont ralenti par rapport au trimestre précédent, en raison de la volatilité réduite des marchés, du resserrement des écarts de taux et de l'intensification de la concurrence.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 190 millions de dollars, situation qui tient au fait que les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'importantes provisions liées à des clients donnés.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 125 millions de dollars, ou 15 %, en raison essentiellement de l'ajustement annuel de la rémunération variable dont il est fait mention ci-dessus, facteur neutralisé en partie par la reprise de la provision résiduelle au titre du litige lié à Enron.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Revenu net d'intérêt (1)	(259)\$	(132)\$	(280)\$
Revenus autres que d'intérêt	121	(39)	458
Total des revenus (1)	(138)\$	(171)\$	178 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances (2)	(30)\$	120 \$	124 \$
Frais autres que d'intérêt	25	25	(8)
(Perte nette) bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	(133)\$	(316)\$	62 \$
(Perte nette) bénéfice net	(131)\$	(181)\$	49 \$
Titrisation			
Total des créances titrisées et vendues en cours (3)	32 412 \$	32 685 \$	25 429 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (4)	1 018	1 430	7 025

- (1) Majoration au montant imposable équivalent. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à la hausse des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010 s'est établi à 121 millions de dollars (76 millions au 31 octobre 2009; 60 millions au 31 janvier 2009).
- (2) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose de la provision générale, d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens et d'un montant lié au reclassement de certains titres disponibles à la vente dans les prêts comptabilisés au cours de l'exercice et du trimestre précédents. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2009.
- (3) Le total des créances titrisées vendues et en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels.
- (4) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts sur cartes de crédit titrisées au Canada et vendues au cours de la période. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Premier trimestre de 2010

La perte nette s'est établie à 131 millions de dollars. Ce résultat reflète principalement des ajustements visant les impôts sur les bénéfices, qui ont été contrebalancés en grande partie par des ajustements favorables visant les impôts liés à d'autres secteurs d'activité. La perte nette tient aussi compte de l'incidence défavorable de la comptabilité de couverture sur les opérations de couverture auxquelles nous avons mis fin, et des ajustements comptables cumulatifs défavorables de 47 millions (33 millions après impôts) liés à nos opérations de titrisation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains sur nos portefeuilles de titres disponibles à la vente.

Quatrième trimestre de 2009

La perte nette de 181 millions de dollars comprend des pertes liées à nos portefeuilles de titres disponibles à la vente, une dotation à la provision générale pour pertes sur créances de 156 millions (104 millions après impôts), des pertes liées à la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement et des pertes de 31 millions (22 millions après

impôts) découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, situation qui reflète le resserrement des écarts de taux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains au titre des opérations de titrisation, y compris les nouvelles activités et les activités de réinvestissement, déduction faite de couvertures économiques.

Premier trimestre de 2009

Le bénéfice net de 49 millions de dollars comprend des gains au titre des opérations de titrisation, y compris les nouvelles activités et les activités de réinvestissement, déduction faite de couvertures économiques, qui reflètent un niveau d'opérations de titrisation plus élevé que le niveau historique résultant de notre participation aux programmes de financement gouvernementaux, ce qui reflète une réduction des liquidités sur les marchés du financement à terme. Le bénéfice net comprend également des gains découlant de la variation de la juste valeur des dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement et des gains de 41 millions (28 millions après impôts) découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation d'un montant de 149 millions de dollars (101 millions après impôts) au titre de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances au cours du trimestre considéré et par des pertes liées à certains portefeuilles de titres disponibles à la vente.

Résultats par secteur géographique ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le								
	31 janvier 2010			31 octobre 2009			31 janvier 2009		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	4 354 \$	1 799 \$	1 181 \$	4 277 \$	1 839 \$	1 343 \$	4 454 \$	2 163 \$	446 \$
Bénéfice net (perte nette)	959 \$	272 \$	266 \$	1 023 \$	(104)\$	318 \$	1 069 \$	184 \$	(143)\$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 28 de notre rapport annuel 2009.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 959 millions de dollars, en baisse de 110 millions, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse tient principalement aux pertes comptabilisées relativement à certains dérivés ayant servi de couverture économique à nos activités de financement, des gains ayant été constatés à l'exercice précédent, à l'augmentation de la rémunération variable et à la diminution des gains tirés des opérations de titrisation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées au contexte du marché comptabilisées à l'exercice précédent, par la réduction de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances et par la forte croissance des volumes liés aux services bancaires canadiens.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est élevé à 272 millions de dollars, soit un résultat en hausse de 88 millions, ou 48 %, qui reflète principalement la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances. La hausse tient aussi au bénéfice plus élevé tiré de certaines activités de gestion de patrimoine, à la reprise de la provision résiduelle au titre du litige lié à Enron et à l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, notamment la réduction des coûts découlant de la restructuration de nos services bancaires aux États-Unis. La hausse est aussi attribuable à l'accroissement des activités de montage de titres de participation et aux gains sur certains portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des revenus tirés de certaines activités de négociation découlant principalement de la volatilité réduite des marchés.

Le bénéfice net des autres pays s'est chiffré à 266 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 143 millions à l'exercice précédent. Ce résultat, qui tient principalement à la comptabilisation à l'exercice précédent de pertes liées au contexte du marché, a été contrebalancé en partie par les réductions de valeur de certains titres disponibles à la vente enregistrées au cours du trimestre considéré.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le bénéfice net au Canada a diminué de 64 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui tient principalement à la hausse de la rémunération variable, le résultat du quatrième trimestre de 2009 tenant compte d'un ajustement annuel ayant réduit la charge au quatrième trimestre. La diminution des gains découlant des ajustements des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats dérivés au trimestre considéré et la diminution des activités de montage de titres de participation et des activités de fusion et d'acquisition ce trimestre ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains liés à nos portefeuilles de titres disponibles à la vente, par les pertes découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction comptabilisées au trimestre précédent et par la croissance des volumes et la hausse des écarts liés aux services bancaires canadiens.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 272 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 104 millions au dernier trimestre. Ce résultat reflète principalement la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. L'augmentation des activités de financement syndiqué et de financement d'infrastructures a également contribué à l'augmentation.

Le bénéfice net des autres pays a reculé de 52 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement de la comptabilisation au trimestre précédent de gains liés à nos portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction, ainsi que des réductions de valeur de certains titres disponibles à la vente, des gains liés à ces portefeuilles ayant été constatés au dernier trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des ajustements comptables cumulatifs.

Situation financière

Bilan condensé (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	9 535 \$	8 353 \$	10 199 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	7 264	8 923	15 362
Valeurs mobilières	189 416	186 272	171 303
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	49 585	41 580	40 930
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)			
Prêts de détail	206 884	203 856	191 878
Prêts de gros	74 439	77 107	92 723
Autres – Dérivés	85 828	92 173	144 376
– Autres	36 548	36 725	46 596
Total de l'actif	659 499 \$	654 989 \$	713 367 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts	394 695 \$	398 304 \$	422 850 \$
Autres – Dérivés	81 246	84 390	130 196
– Autres	136 541	125 462	114 465
Débitures subordonnées	5 896	6 461	7 784
Titres de fiducies de capital	1 386	1 395	1 399
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 101	2 071	2 308
Total du passif	621 865	618 083	679 002
Total des capitaux propres	37 634	36 906	34 365
Total du passif et des capitaux propres	659 499 \$	654 989 \$	713 367 \$

- (1) L'actif et le passif monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 1 des Notes complémentaires de notre rapport annuel 2009.
- (2) Se reporter au tableau Faits saillants financiers et autres pour consulter le cours du change au comptant entre les dollars canadiens et américains à la fin de la période.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le total de l'actif a diminué de 54 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont reculé de 8 milliards de dollars, ou 53 %, résultat qui reflète en grande partie les exigences moindres liées au biens donnés en garantie et le nombre moins élevé de prêts interbancaires découlant de l'accès accru à du financement par suite de l'amélioration de la conjoncture économique et des conditions du marché, ainsi que l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 18 milliards de dollars, ou 11 %, résultat qui est principalement attribuable à l'augmentation des positions liées aux instruments de créance émis par les gouvernements, laquelle découle en partie de nos activités en tant que courtier principal, ainsi qu'à l'augmentation des titres de créance et de participation de sociétés détenus à des fins de transaction, qui tient à l'amélioration de la conjoncture économique et des conditions du marché. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien et par la réduction de notre portefeuille de titres disponibles à la vente, principalement les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 9 milliards de dollars, ou 21 %, résultat qui tient essentiellement à nos activités à titre de courtier principal et à l'accroissement des activités sur le marché de certains secteurs.

Les prêts ont reculé de 3 milliards de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la réduction des prêts de gros découlant essentiellement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien, de la diminution des facilités de prêts aux grandes entreprises, des exigences moindres liées aux biens donnés en garantie, ainsi que de la réduction stratégique de nos services bancaires aux États-Unis. Ces

facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des prêts de détail, qui tient principalement à la croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada et à la réduction des opérations de titrisation de prêts hypothécaires pour l'exercice considéré.

Les actifs dérivés ont diminué de 59 milliards de dollars, ou 41 %, en raison de la baisse de juste valeur découlant principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien, des taux d'intérêt à la hausse sur nos positions receveur de taux fixe et de la réduction stratégique de certaines positions sur dérivés.

Les autres actifs ont reculé de 10 milliards de dollars, ou 22 %, résultat qui tient en grande partie à la diminution des taux d'utilisation d'acceptations bancaires découlant de l'amélioration des marchés.

Le total du passif a diminué de 57 milliards de dollars, ou 8 %.

Les dépôts ont reculé de 28 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète principalement l'incidence du raffermissement du dollar canadien et la réduction des dépôts des entreprises et des gouvernements qui découle du choix d'autres sources de financement, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des dépôts à vue des particuliers attribuable à la forte demande visant nos comptes d'épargne à intérêt élevé et d'autres produits.

Les passifs dérivés ont reculé de 49 milliards de dollars, ou 38 %, en raison des réductions de juste valeur découlant principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien, des taux d'intérêt à la hausse sur les positions payeur de taux fixe et de la réduction stratégique de certaines positions sur dérivés.

Les autres passifs se sont accrus de 22 milliards de dollars, ou 19 %, en raison principalement de l'augmentation des engagements afférents à des titres vendus à découvert, de l'augmentation des conventions de revente découlant de l'accroissement des volumes attribuable à nos activités en tant que courtier principal et de la hausse du niveau d'activité sur le marché, facteurs neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les capitaux propres ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète principalement l'émission d'actions privilégiées à l'exercice précédent et le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le total de l'actif a augmenté de 5 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont diminué de 2 milliards de dollars, ou 19 %, résultat qui reflète principalement les exigences moindres liées aux biens donnés en garantie.

Les valeurs mobilières se sont accrues de 3 milliards de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement du nombre plus élevé de positions liées aux titres de créance garantis par le gouvernement. Ce résultat à la hausse a été neutralisé en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien et par la vente de titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence sur le marché américain.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 8 milliards de dollars, ou 19 %, résultat qui reflète l'accroissement des volumes découlant des activités à la hausse sur le marché.

Les prêts sont demeurés inchangés, résultat qui tient au fait que l'augmentation de 3 milliards de dollars des prêts de détail découlant de la forte croissance des activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada a été en grande partie neutralisée par la diminution des prêts de gros résultant de l'utilisation réduite des facilités de prêts par nos clients.

Les actifs dérivés ont diminué de 6 milliards de dollars, ou 7 %, en raison de la baisse de juste valeur découlant principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien et des taux d'intérêt à la hausse sur les positions receveur de taux fixe.

Le total du passif s'est accru de 4 milliards de dollars, ou 1 %.

Les dépôts ont reculé de 4 milliards de dollars, ou 1 %, résultat qui reflète la réduction des dépôts des banques tenant au recours à d'autres sources de financement et l'incidence du raffermissement du dollar canadien, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des dépôts à vue des particuliers.

Les passifs dérivés ont reculé de 3 milliards de dollars, ou 4 %, en

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 33 à 37 de notre rapport annuel 2009.

Opérations de titrisation

Les opérations de titrisation peuvent être utilisées comme un moyen économique de réunir des fonds, par rapport aux coûts relatifs liés à l'émission de titres de créance de gros non garantis. Au cours du trimestre, nous avons titrisé 3,9 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et aux États-Unis. Une tranche de 0,5 milliard de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 3,4 milliards (valeur nominale) a été conservée. La baisse des opérations de titrisation ce trimestre par rapport à l'exercice précédent tient principalement à notre participation antérieure au Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés du gouvernement canadien, qui a pris fin en septembre 2009. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Structures d'accueil

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières avec des structures d'accueil, qui ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif. Les structures d'accueil peuvent également être des entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui peuvent être inscrites ou non à nos bilans. Se reporter aux pages 64 et 65 ainsi qu'aux pages 102 et 103 de notre rapport annuel 2009 pour en savoir davantage sur les EDDV que nous avons consolidées (figurant au bilan) et sur celles que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). Le tableau suivant fournit des renseignements sur les EDDV dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan).

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 janvier 2010		31 octobre 2009		31 janvier 2009	
	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :						
Conduits multicédants (3)	26 002	\$ 26 371	\$ 26 181	\$ 26 550	\$ 40 779	\$ 41 489
EDDV de financement structuré	9 409	2 542	9 613	2 527	10 725	3 889
EDDV de création de produits de crédit	758	317	930	505	1 539	970
Conduits de tiers	475	250	575	250	736	369
Fonds de placement	399	106	84	28	662	253
Autres	373	112	340	103	168	60
Total	37 416	\$ 29 698	\$ 37 723	\$ 29 963	\$ 54 609	\$ 47 030

(1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 6 des Notes complémentaires des états financiers consolidés annuels de 2009.

(2) Le risque de perte maximal découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et rehaussements de crédit et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.

(3) Représente seulement les conduits multicédants que nous gérons.

raison de la baisse de juste valeur découlant principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les autres passifs se sont accrus de 11 milliards de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète essentiellement le plus grand nombre de titres empruntés ainsi que le plus grand nombre de conventions de rachat découlant de l'accroissement des activités sur le marché.

Le risque de perte maximal a diminué considérablement depuis l'exercice précédent, en raison principalement des conduits multicédants que nous gérons, et car nous continuons à mettre l'accent sur nos activités de montage de manière sélective et sur la réduction de la concentration des risques.

Plus de 80 % des actifs dans des EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A sur une base interne, comparativement à 87 % à l'exercice précédent et à 84 % au trimestre précédent. Dans le cas des conduits multicédants, 93 % des actifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A sur une base interne, par rapport à 96 % à l'exercice précédent et à 95 % au trimestre précédent. Dans le cas des EDDV de financement structuré, 59 % des actifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A sur une base interne, comparativement à 61 % à l'exercice et au trimestre précédents.

Environ 79 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent des États-Unis, par rapport à 76 % à l'exercice précédent et à 78 % au trimestre précédent. Environ 16 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent du Canada, comparativement à 21 % à l'exercice précédent et à 18 % au trimestre précédent. La diminution des actifs provenant du Canada depuis l'exercice précédent reflète principalement l'amortissement des transactions en cours.

Les actifs dans les EDDV non consolidées au 31 janvier 2010 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,7 ans.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Le tableau suivant illustre les actifs détenus par les conduits multicédants, par type d'actifs titrisés sous-jacents.

Risque de perte maximal par type d'actifs des clients

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Actifs titrisés en cours			
Prêts sur cartes de crédit	11 907 \$	11 426 \$	15 207 \$
Prêts-auto et crédit-bail automobile	4 553	5 312	8 907
Créances clients	2 859	2 451	4 013
Prêts aux étudiants	2 596	2 551	4 426
Titres adossés à des actifs	2 188	2 258	2 820
Créances au titre du matériel	1 461	1 631	2 907
Prêts à la consommation	—	—	1 376
Autres	807	921	1 833
Total	26 371 \$	26 550 \$	41 489 \$

Le risque auquel nous sommes exposés a de façon générale diminué considérablement par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la réduction des actifs acquis par les conduits multicédants, en raison du caractère sélectif des nouvelles activités de montage, de la réduction de la concentration des risques et de l'amortissement des transactions en cours. Plus de 96 % des actifs titrisés en cours des conduits multicédants sont assortis d'une cote de première qualité sur une base interne. Moins de 1 % des actifs titrisés en cours sont constitués de prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A aux États-Unis, et les

actifs titrisés ne comprennent pas de prêts hypothécaires commerciaux. La durée de vie restante moyenne pondérée prévue des actifs est d'environ 2,2 ans. Les actifs des conduits multicédants aux États-Unis comprennent 2,3 milliards de dollars de titres adossés à des actifs. Les conduits multicédants au Canada ne comprennent aucun titre adossé à des actifs.

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels aux conduits multicédants. La valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a totalisé 26,5 milliards de dollars, en baisse de 15 milliards, ou 36 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 0,2 milliard comparativement au trimestre précédent. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'est élevé à 1,6 milliard de dollars, en baisse de 0,3 milliard par rapport à l'exercice précédent et de 43 millions comparativement au trimestre précédent. Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont totalisé 2,6 milliards de dollars, en baisse de 1,6 milliard par rapport à l'exercice précédent et de 29 millions comparativement au trimestre précédent. La diminution des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels fournis aux conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent reflète la réduction des actifs titrisés en cours des conduits multicédants au cours de la période, comme il est fait mention ci-dessus.

Le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits a totalisé 18,7 milliards de dollars, en baisse de 12,4 milliards, ou 40 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 0,2 milliard comparativement au trimestre précédent. Une tranche de 67 % de

l'ensemble de ce PCAA a obtenu la cote la plus élevée des agences de notation qui évaluent le PCAA, comparativement à 73 % à l'exercice précédent et à 70 % au trimestre précédent. La tranche restante du papier commercial obtient la deuxième cote en importance attribuée par ces agences de notation. La diminution du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent reflète la réduction des actifs titrisés en cours des conduits multicédants durant la période, comme il est fait mention ci-dessus. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter les liquidités générales du programme. La juste valeur de nos placements s'élève à 83 millions de dollars, en baisse de 360 millions par rapport à l'exercice précédent, et en hausse de 79 millions comparativement au trimestre précédent. Les fluctuations des placements par rapport à l'exercice et au trimestre précédents reflètent des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Garanties

Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties s'est établi à 86 milliards de dollars, comparativement à 129 milliards à l'exercice précédent et à 89 milliards au trimestre précédent. La diminution par rapport à l'exercice précédent tient principalement au nombre moins élevé de dérivés de crédit, d'options de vente position vendeur et de facilités de garantie de liquidités. Pour plus de détails sur les garanties, se reporter à la note 12 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Gestion du risque, du capital et des liquidités

Contexte de gestion des risques

Bien que des signes d'amélioration de la conjoncture et des marchés aient été notés, le contexte de réglementation et le contexte de gestion des risques continuent de poser des défis. En raison des perturbations antérieures sur le marché et des conditions de stress connexes touchant le système financier mondial, il se pourrait que les institutions financières à l'échelle mondiale doivent composer avec une réglementation accrue. Les propositions récentes ont trait principalement à la hausse des impôts des banques aux États-Unis et au Royaume-Uni, à la séparation des activités de négociation et des activités bancaires commerciales aux États-Unis, ainsi qu'à la mise en œuvre de mesures visant à ce que les pratiques en matière de rémunération cadrent avec la prudence dans la prise de risques. Les institutions financières à l'échelle mondiale doivent composer avec une réglementation accrue, avec des exigences plus rigoureuses en matière de capital et de liquidités et avec de nouvelles exigences relatives au levier d'exploitation. Nous poursuivons notre évaluation de l'incidence possible, sur RBC, des propositions publiées en décembre 2009 par le comité de Bâle sur la supervision bancaire.

Des signes d'amélioration de la conjoncture économique mondiale ont été notés, mais on s'attend à ce que la reprise se produise plus lentement que les reprises survenues par suite de récessions précédentes. La qualité du crédit s'est de façon générale améliorée par rapport à l'exercice et au trimestre précédents, résultat qui reflète la stabilisation de la qualité des actifs découlant de l'amélioration de la

conjoncture économique. Le degré de détérioration ou d'amélioration du crédit en 2010 dépendra de la conjoncture économique, et cette situation continuera de se répercuter sur nos résultats consolidés. Ce trimestre, les conditions des marchés financiers à l'échelle mondiale se sont améliorées et la volatilité a diminué, en raison des autres signes de reprise économique. Il n'en demeure pas moins que des risques importants subsistent, car le maintien de cette tendance demeure incertain, situation qui tient au fait que les investisseurs s'inquiètent à propos de la résilience des marchés financiers et de la vigueur de la reprise économique.

Au cours du trimestre, nous avons maintenu une position de liquidité et de financement qui demeure selon nous appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie, et les risques d'illiquidité et de financement demeurent très compatibles avec notre goût du risque.

Conformément à notre cadre de gestion du risque, nous continuons d'évaluer les conditions susceptibles d'entraîner un stress afin de nous assurer que nous sommes bien positionnés pour gérer ces conditions lorsque la conjoncture et les conditions du marché sont défavorables.

Notre structure de gouvernance des risques et notre approche aux fins de la gestion du risque n'ont pas changé de façon importante par rapport à la structure décrite dans notre rapport annuel 2009. Pour plus de détails sur notre structure de gouvernance des risques, se reporter à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités de notre rapport annuel 2009.

Risque de crédit

Risque de crédit par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 octobre 2009	31 janvier 2009
	31 janvier 2010			Risques liés aux activités de négociation				
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			Risque total (2)	Risque total (2)
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (1)	Risque total (2)		
En cours	Engagements inutilisés	Autres	Risque total (2)				Risque total (2)	
Prêts hypothécaires résidentiels (3)	122 873 \$	11 \$	591 \$	– \$	– \$	123 475 \$	122 141 \$	117 794 \$
Prêts aux particuliers	73 681	56 071	53	–	–	129 805	122 721	106 815
Prêts sur cartes de crédit	8 983	28 815	–	–	–	37 798	28 814	29 025
Prêts aux petites entreprises (4)	2 745	2 922	46	–	–	5 713	5 281	4 989
Prêts de détail	208 282 \$	87 819 \$	690 \$	– \$	– \$	296 791 \$	278 957 \$	258 623 \$
Prêts aux entreprises (4)								
Exploitations agricoles	5 084 \$	508 \$	25 \$	– \$	9 \$	5 626 \$	5 517 \$	5 753 \$
Industrie automobile	3 663	1 498	158	–	357	5 676	5 669	6 850
Biens de consommation	5 808	2 508	425	–	231	8 972	9 094	10 111
Énergie	6 230	8 191	2 346	–	1 207	17 974	19 027	22 125
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	2 765	6 749	6 005	71 079	9 515	96 113	74 456	70 900
Industrie forestière	884	338	93	–	14	1 329	1 387	1 815
Produits industriels	3 858	2 320	353	–	186	6 717	6 817	8 000
Mines et métaux	1 470	1 236	554	–	228	3 488	3 929	6 428
Secteur immobilier et secteurs connexes	20 363	2 670	1 344	–	274	24 651	25 481	28 737
Technologie et médias	2 546	2 844	316	–	676	6 382	6 353	7 756
Transport et environnement	4 046	1 788	454	–	432	6 270	7 082	7 523
Autres	22 304	5 346	6 821	11 623	6 464	52 558	50 939	57 187
États souverains (4)	2 656	2 338	22 854	4 897	6 615	39 360	36 869	30 581
Banques (4)	2 510	778	34 914	49 641	25 918	113 761	131 787	149 875
Prêts de gros	84 187 \$	39 112 \$	76 662 \$	137 240 \$	52 126 \$	389 327 \$	384 407 \$	413 641 \$
Risque total	292 469 \$	126 931 \$	77 352 \$	137 240 \$	52 126 \$	686 118 \$	663 364 \$	672 264 \$

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation.

(2) Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires.

(4) Se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour obtenir la définition de ces termes.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le risque de crédit brut total a augmenté de 14 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la hausse enregistrée relativement à tous les portefeuilles de prêts de détail, facteur neutralisé en partie par les réductions liées à notre portefeuille de gros, lesquelles ont trait à la plupart des catégories de risques et des secteurs.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail s'est accru de 38 milliards de dollars, ou 15 %, en raison de la mise en œuvre de paramètres de gestion du risque actualisés en ce qui concerne les engagements inutilisés et de la restructuration du système d'établissement de cotes de crédit pour les prêts de détail en fonction des résultats récents au chapitre du crédit, ainsi que de la forte croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada et de la diminution des opérations de titrisation de prêts hypothécaires. Le recours à des garanties et à des biens données en garantie fait partie intégrante de notre processus d'atténuation des risques liés à notre portefeuille de prêts de détail. Les prêts hypothécaires assurés représentent 23 % de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, et les prêts aux particuliers garantis représentent 55 % du total des prêts aux particuliers en cours.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a reculé de 24 milliards de dollars, ou 6 %, en raison principalement des réductions générales enregistrées dans la plupart des catégories de risques et des secteurs. Le risque de crédit lié aux dérivés hors cote a diminué de 23 milliards de dollars, résultat qui tient essentiellement à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les actifs libellés en devises, aux taux d'intérêt à la hausse sur les positions receveur de taux fixe et à la réduction stratégique de certaines positions sur dérivés. Les prêts et acceptations en cours ont diminué de

21 milliards de dollars, résultat qui reflète principalement l'incidence du raffermissement du dollar canadien, la diminution des facilités de prêts aux grandes entreprises, les exigences moindres en matière de biens donnés en garantie, ainsi la réduction stratégique de nos services bancaires aux États-Unis. Le taux d'utilisation des prêts a diminué de 3 % par rapport à l'exercice précédent, diminution qui touche la quasi-totalité des secteurs, et il s'est établi à 39 %. Ces résultats à la baisse ont été neutralisés en partie par la hausse des opérations de mise en pension de titres de 30 milliards de dollars, laquelle est survenue principalement dans le secteur des services financiers autres que ceux fournis par des banques et tient en grande partie à nos activités à titre de courtier principal et à l'augmentation des activités de négociation.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le risque de crédit brut total a augmenté de 23 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui a trait aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail s'est accru de 18 milliards de dollars, ou 6 %, résultat qui tient aux raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a augmenté de 5 milliards de dollars, ou 1 %, en raison de l'accroissement des opérations de mise en pension de titres, facteur qui a été contrebalancé en partie par la baisse des prêts et acceptations. Les opérations de mise en pension de titres se sont accrues de 11 milliards de dollars, résultat qui reflète essentiellement les risques plus élevés liés au secteur Services bancaires autres que ceux fournis par des banques et, dans une moindre mesure, ceux liés au secteur États souverains, risques qui ont été contrebalancés en partie par les

risques liés au secteur Banques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de 4 milliards de dollars des prêts et

acceptations en cours, laquelle a trait à la quasi-totalité des secteurs et reflète principalement la réduction des taux d'utilisation des prêts.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Services bancaires canadiens	318 \$	314 \$	270 \$
Services bancaires internationaux	175	229	232
Marchés des Capitaux	30	220	160
Services de soutien généraux (1)	(30)	120	124
Canada (2)			
Prêts hypothécaires résidentiels	1 \$	1 \$	6 \$
Prêts aux particuliers	117	125	101
Prêts sur cartes de crédit	102	108	81
Prêts aux petites entreprises	13	13	15
Prêts de détail	233	247	203
Prêts de gros	49	77	174
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	282	324	377
États-Unis (2)			
Prêts de détail	45	64	49
Prêts de gros	127	297	201
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	172	361	250
Autres pays (2)			
Prêts de détail	9	9	6
Prêts de gros	30	33	4
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	39	42	10
Total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	493	727	637
Dotation à la provision générale (1)	–	156	149
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances (2)	493 \$	883 \$	786 \$

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose de la dotation à la provision générale, d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que d'un montant lié au reclassement dans les prêts de certains titres disponibles à la vente comptabilisé au cours du trimestre et de l'exercice précédents. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2009.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 493 millions de dollars, en baisse de 293 millions, ou 37 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient au fait qu'aucune dotation à la provision générale n'a été comptabilisée ce trimestre, tandis qu'une dotation à la provision générale de 149 millions de dollars a été constatée à l'exercice précédent. La baisse tient aussi à la réduction de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens s'est accrue de 48 millions de dollars, ou 18 %, résultat qui reflète principalement la hausse des taux de pertes liés aux portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers non garantis découlant de la faiblesse de la conjoncture. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des provisions liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises, qui reflète en grande partie le plus grand nombre de prêts douteux.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 57 millions de dollars, ou 25 %, résultat qui reflète en grande partie la réduction des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis, qui a trait principalement à nos activités de financement de constructeurs

résidentiels et qui découle de la stabilisation de la qualité des actifs et du nombre moins élevé de prêts douteux résultant de la réduction générale des activités liées à ce portefeuille. L'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances libellée en dollars américains et les provisions relatives à certains titres disponibles à la vente reclassés dans les prêts comptabilisés à l'exercice précédent ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des provisions découlant du nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos prêts commerciaux et à nos activités de financement aux fins d'accèsion à la propriété aux États-Unis, ainsi qu'à nos portefeuilles de prêts dans les Antilles.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 130 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une provision liée à un client des services de courtage privilégié.

Aucune dotation à la provision générale n'a été comptabilisée ce trimestre, tandis qu'une dotation à la provision générale 149 millions de dollars a été constatée à l'exercice précédent; ce résultat reflète la stabilisation de la qualité des actifs.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 390 millions de dollars, ou 44 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances dont il est fait mention ci-dessous et de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances, aucune dotation à la provision générale n'ayant été comptabilisée ce trimestre.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens est essentiellement demeurée inchangée. La hausse des provisions liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises a été neutralisée en grande partie par la réduction des provisions liées à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers non garantis.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 54 millions de dollars, ou 24 %, résultat qui reflète en grande partie la diminution des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis, qui a trait principalement aux activités de financement de constructeurs résidentiels et qui découle de la stabilisation de la qualité des actifs. Les provisions relatives à certains titres disponibles à la vente reclassés dans les prêts comptabilisés au trimestre précédent et le nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts pour l'achat de lots ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des provisions liées à nos prêts commerciaux aux États-Unis.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 190 millions de dollars, situation qui tient au fait que les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'importantes provisions liées à des clients.

Aucune dotation à la provision générale n'a été comptabilisée ce trimestre, tandis qu'une dotation à la provision générale 156 millions de dollars a été constatée au trimestre précédent.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Services bancaires canadiens (1)	1 239 \$	1 253 \$	869 \$
Services bancaires internationaux (1)	3 075	3 149	2 948
Marchés des Capitaux (1)	680	915	556
Services de soutien généraux (1)	130	140	140
Canada			
Prêts de détail	696 \$	673 \$	502 \$
Prêts de gros	806	839	533
États-Unis			
Prêts de détail	234	227	209
Prêts de gros	2 822	3 194	2 938
Autres pays			
Prêts de détail	233	209	188
Prêts de gros	348	315	144
Total du montant brut des prêts douteux	5 139 \$	5 457 \$	4 514 \$

(1) Les secteurs pour lesquels le montant brut des prêts douteux est important sont illustrés dans le tableau ci-dessus.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 625 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 370 millions de dollars, ou 43 %, en raison du nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts hypothécaires résidentiels.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux s'est accru de 127 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis et, dans une moindre mesure, à nos portefeuilles de prêts dans les Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 124 millions de dollars, ou 22 %, résultat qui reflète principalement le nombre plus élevé de prêts douteux liés à des clients du secteur Immobilier et secteurs connexes, du secteur Autres, du secteur Banques et du secteur Technologie et médias, facteur qui a été contrebalancé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés aux secteurs Produits de financement, Produits industriels et Énergie.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 318 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 14 millions de dollars, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux entreprises, facteur contrebalancé en partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 74 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui

a trait en grande partie aux services bancaires aux États-Unis et qui reflète les remboursements de capital effectués ce trimestre à l'égard de certains titres disponibles à la vente reclassés dans les prêts au trimestre précédent, ainsi que le nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels, qui découle de la stabilisation de la qualité des actifs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis ainsi que par le nombre plus élevé de prêts douteux liés principalement à nos portefeuilles de prêts commerciaux dans les Antilles, qui reflète les pressions que subit l'économie antillaise.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 235 millions de dollars, ou 26 %, résultat qui reflète principalement le règlement de deux prêts douteux, dont l'un avait trait à un client du secteur Services financiers autres que ceux fournis par des banques, et l'autre, à un client du secteur Énergie.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Services bancaire canadiens (1)	317 \$	295 \$	245 \$
Services bancaires internationaux (1)	595	577	528
Marchés des Capitaux (1)	296	340	212
Services de soutien généraux (1)	2 083	2 090	1 753
Provisions spécifiques pour pertes sur créances			
Canada	432 \$	417 \$	301 \$
États-Unis	617	667	629
Autres pays	228	195	120
Total des provisions spécifiques pour pertes sur créances	1 277	1 279	1 050
Provision générale			
Prêts de détail	1 110	1 095	876
Prêts de gros	907	928	812
Total de la provision générale	2 017	2 023	1 688
Total de la provision pour pertes sur créances	3 294 \$	3 302 \$	2 738 \$

(1) Les secteurs pour lesquels la provision pour pertes sur créances est importante sont illustrés dans le tableau ci-dessus.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 556 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent; ce résultat reflète la hausse de 329 millions de la provision générale comparativement à l'exercice précédent, laquelle tient à la comptabilisation d'une dotation à la provision générale aux trois derniers trimestres de 2009. L'augmentation est aussi imputable à la hausse de 227 millions de dollars des provisions spécifiques, qui tient aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 8 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse de la provision générale.

Risque de marché

De même qu'au deuxième semestre de 2009, la volatilité des marchés a continué de s'estomper au cours du trimestre considéré. Toutefois, notre modèle de scénario de la valeur à risque (VAR) tient toujours compte des données historiques et de la volatilité accrue enregistrée à la fin de 2008 et au début de 2009.

Le tableau ci-après illustre notre VAR par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation selon notre démarche d'attribution du capital fondée sur des modèles, ainsi que l'effet de diversification de nos portefeuilles, lequel représente l'écart entre la VAR et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

VAR par catégorie de risque important

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2010				31 octobre 2009		31 janvier 2009	
	Au 31 janvier	Pour le trimestre terminé le			Au 31 octobre	Pour le trimestre terminé le Moyenne	Au 31 janvier	Pour le trimestre terminé le Moyenne
		Moyenne	Haut	Bas				
Actions	13 \$	17 \$	26 \$	7 \$	9 \$	9 \$	12 \$	
Change	6	5	8	2	4	3	5	
Marchandises	4	2	4	0	2	1	1	
Taux d'intérêt	43	45	54	35	48	47	43	
Risque spécifique lié au crédit	17	16	19	14	16	15	10	
Effet de diversification	(36)	(34)	(46)	(22)	(26)	(24)	(23)	
VAR	47 \$	51 \$	59 \$	42 \$	53 \$	51 \$	64 \$	

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

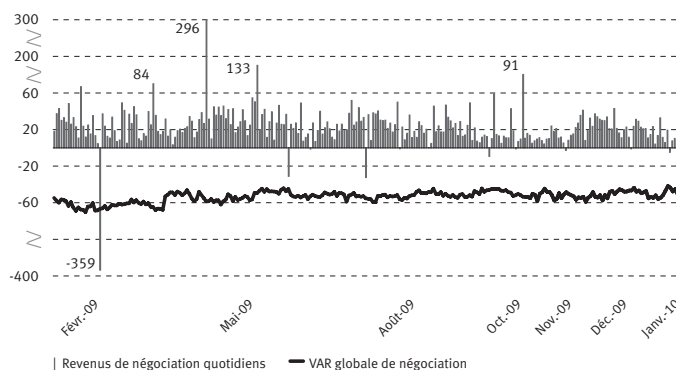
La moyenne de la VAR pour le trimestre s'est établie à 51 millions de dollars, une hausse de 3 millions par rapport à l'exercice précédent essentiellement imputable à l'augmentation du risque spécifique de crédit, ce qui s'explique par le fait que la volatilité accrue de l'exercice précédent a été entièrement prise en compte dans les données, ainsi qu'à l'augmentation du risque lié aux actions qui reflète en partie la hausse du nombre de nouvelles émissions. De façon similaire, l'augmentation du risque de taux d'intérêt a également contribué à l'augmentation de la VAR moyenne. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une augmentation de la diversification, qui est passée de 32 % à 40 %, et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur nos portefeuilles libellés en devises.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

La moyenne de la VAR pour le trimestre s'est établie à 51 millions de dollars, soit le même montant qu'au trimestre précédent. L'augmentation du risque lié aux actions a été en grande partie contrebalancée par l'augmentation de la diversification.

La VAR, qui se chiffrait à 47 millions de dollars à la fin du trimestre considéré, a diminué de 6 millions par rapport à la VAR enregistrée à la fin du dernier trimestre. Ce résultat reflète principalement une diminution du risque de taux d'intérêt et une augmentation de la diversification.

Revenus de négociation et VAR (1), (2) (en millions de dollars canadiens)



- (1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, exception faite des revenus liés aux EDDV consolidées.
 (2) Le graphique ci-dessus ne reflète pas les pertes sur le marché inférieures à 1 million de dollars.

Au cours du trimestre, nous avons connu trois séances marquées par des pertes de négociation nettes, dont aucune n'excédait la VAR.

Évaluations du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des

hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au premier trimestre de 2010, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2010						31 octobre 2009		31 janvier 2009	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total				
Avant l'incidence fiscale d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b	(187)\$	6 \$	(181)\$	289 \$	18 \$	307 \$	(230)\$	339 \$	(501)\$	70 \$
diminution des taux de 100 p.b	165	(10)	155	(63)	(19)	(82)	214	(112)	396	(115)

- (1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.
 (2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Gestion du capital

Capital réglementaire, actif ajusté en fonction des risques et ratios de capital (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Accord de Bâle II		
	Au		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Capital			
Capital de première catégorie	32 802 \$	31 774 \$	28 998 \$
Capital total	35 289	34 881	34 209
Actif ajusté en fonction des risques			
Risque de crédit	195 731 \$	185 051 \$	220 464 \$
Risque de marché	26 136	23 321	19 184
Risque opérationnel	37 149	36 465	33 913
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	259 016 \$	244 837 \$	273 561 \$
Ratios de capital			
Capital de première catégorie	12,7 %	13,0 %	10,6 %
Capital total	13,6 %	14,2 %	12,5 %
Coefficient actif/capital	16,2X	16,3X	17,5X

(1) Les ratios de capital au 31 janvier 2009 ont été mis à jour afin de tenir compte d'un retraitement des bénéfices non répartis et de notre adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Modifications de conventions comptables dans notre rapport annuel 2009.

Au premier trimestre de 2010, notre position de capital est demeurée solide en raison des capitaux autogénérés à l'interne grâce aux bénéfices. Par conséquent, nos ratios de capital demeurent bien supérieurs aux cibles réglementaires.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Au 31 janvier 2010, notre ratio du capital de première catégorie était de 12,7 % et notre ratio du capital total, de 13,6 %.

Notre ratio du capital de première catégorie a augmenté de 210 points de base par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse de l'actif ajusté en fonction des risques, de l'émission d'actions privilégiées au cours de l'exercice précédent et des bénéfices.

Notre ratio du capital total a augmenté de 110 points de base, essentiellement en raison des mêmes facteurs que ceux indiqués précédemment, partiellement contrebalancés par le rachat de débetures subordonnées.

L'actif ajusté en fonction des risques a diminué de 14,5 milliards de dollars, ou 5 %, principalement en raison de la diminution du risque de crédit, des améliorations apportées à notre classification des risques liés aux actifs et de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur nos actifs libellés en devises.

Au 31 janvier 2010, notre coefficient actif/capital s'établissait à 16,2 fois, comparativement à 17,5 fois pour l'exercice précédent, en raison de l'augmentation du capital et de la diminution du montant brut de l'actif ajusté.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Notre ratio du capital de première catégorie a diminué de 30 points de base par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques, contrebalancée en partie par les bénéfices du trimestre considéré.

Notre ratio du capital total a diminué de 60 points de base, ce qui reflète essentiellement la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et le rachat de débetures subordonnées au cours du trimestre, contrebalancés en partie par les bénéfices.

L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 14,2 milliards de dollars, ou 6 %, ce qui est principalement imputable à l'augmentation du risque de crédit découlant essentiellement des paramètres de risque sur nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros et à la détérioration du crédit de nos portefeuilles.

Notre coefficient actif/capital s'est établi à 16,2 fois, comparativement à 16,3 fois au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par les bénéfices et la diminution des déductions relatives à la titrisation, contrebalancés en partie par le rachat de débetures subordonnées et la hausse du montant brut de l'actif ajusté.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Capital de première catégorie			
Actions ordinaires émises			
Régime de réinvestissement de dividendes (1)		2 862	161 \$
Options sur actions levées (2)		970	31
Capital de deuxième catégorie			
Rachat de débetures subordonnées échéant le 25 janvier 2015 (3)	25 janvier 2010		500

- (1) Des actions ordinaires ont été émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes à un prix 3 % moins élevé que le cours de clôture moyen des cinq jours de Bourse précédant la date de versement des dividendes.
- (2) Le montant comprend les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours du trimestre, les ajustements à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions jumelées à des droits à la plus-value des actions et liée aux attributions assorties de droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.
- (3) Pour plus de détails, se reporter à la note 8 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 31 janvier 2010	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions ordinaires en circulation	1 421 442	13 267 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation		
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300 \$
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325
Actions autodétenues – privilégiées	(28)	(1)
Actions autodétenues – ordinaires	(1 882)	(84)
Actions échangeables de RBC PH&N Holdings Inc.	6 413	324
Options sur actions		
En cours	19 174	
Pouvant être levées	13 615	
Dividendes		
Actions ordinaires		710
Actions privilégiées		64

- (1) Pour plus de détails au sujet des principales activités de gestion du capital, se reporter à la note 8 des Notes complémentaires de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.
- (2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires de RBC, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.
- (3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Au 26 février 2010, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 421 627 000 et à 18 990 000, respectivement. Au 26 février 2010, le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à 63 000 et à 1 917 000, respectivement.

Capital économique

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Risque de crédit	9 350 \$	9 650 \$	10 100 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 050	2 300	2 800
Risque opérationnel	3 500	3 450	3 400
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 350	2 350	2 250
Risque d'assurance	200	150	150
Capital de risque	18 450 \$	17 900 \$	18 700 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	10 200	10 350	12 200
Capital économique	28 650 \$	28 250 \$	30 900 \$
Sous-attribution (surattribution) de capital	3 800	3 350	(1 700)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32 450 \$	31 600 \$	29 200 \$

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le capital économique a diminué de 2,3 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la baisse de l'écart

d'acquisition et des actifs incorporels. Le risque de crédit a également contribué à cette baisse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement du risque de marché lié aux activités de négociation. La baisse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels s'explique essentiellement par l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion de l'écart d'acquisition libellé en devises et par une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition dans le secteur Services bancaires internationaux au deuxième trimestre de 2009. La diminution liée au risque de crédit découle principalement de l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises, ainsi que de la diminution des risques liés aux dérivés. Le risque de marché lié aux activités de négociation a augmenté principalement en raison de l'augmentation des risques liés aux opérations de titrisation et d'un changement de méthode au cours du trimestre considéré.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le capital économique a augmenté de 400 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, essentiellement par suite de l'augmentation du risque de marché lié aux activités de négociation, qui a été contrebalancée en partie par la diminution du risque de crédit ainsi que de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels. L'augmentation du risque de marché lié aux activités de négociation est principalement imputable à un changement de méthode au cours du trimestre considéré et à une augmentation des risques. Le risque de crédit a diminué, surtout en raison d'une réduction des portefeuilles, alors que la diminution de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels découlait essentiellement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de l'écart d'acquisition libellé en devises.

Gestion des liquidités et du financement

Au cours du trimestre, nous avons maintenu une position de liquidité et de financement qui demeure selon nous appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie, et les risques d'illiquidité et de financement demeurent très compatibles avec notre goût du risque. Sauf en ce qui a trait aux préoccupations qui subsistent concernant la résilience de l'économie et des marchés des capitaux, ainsi qu'à l'incertitude entourant l'incidence et le moment des diverses mesures réglementaires proposées qui visent les pratiques de gestion du risque d'illiquidité, il n'y a pas selon nous de tendance, de demande, d'engagement ni d'événement connus qui pourraient actuellement modifier cette position. Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis celui qui est décrit dans notre rapport annuel 2009.

Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, ont augmenté d'environ 1 % par rapport au montant présenté dans notre rapport annuel 2009 et représentaient 64 % du total de nos dépôts.

Cotes de crédit

Le tableau ci-dessous présente nos principales cotes de crédit et perspectives au 2 mars 2010, qui demeurent inchangées par rapport à celles décrites dans notre rapport annuel 2009. Nos cotes de crédit demeurent parmi les plus élevées de celles obtenues par les institutions financières à l'échelle mondiale et elles étayent notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti de façon concurrentielle.

	Au 2 mars 2010 (1)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service (Moody's)	P-1	Aaa	Négative
Standard & Poor's (S&P)	A-1+	AA-	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	F1+	AA	Stable
DBRS	R-1(élevé)	AA	Stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion, et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1)	31 janvier 2010					31 octobre 2009	31 janvier 2009
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total	Total
Financement à long terme non garanti (2)	11 429 \$	23 642 \$	8 211 \$	5 711 \$	48 993 \$	52 416 \$	55 576 \$
Obligations couvertes	88	3 154	798	1 971	6 011	5 740	5 445
Débitures subordonnées	61	—	190	5 706	5 957	6 564	7 853
	11 578 \$	26 796 \$	9 199 \$	13 388 \$	60 961 \$	64 720 \$	68 874 \$

(1) Les montants présentés ci-dessus excluent les intérêts courus, à l'exception des montants présentés dans la colonne Moins de 1 an.

(2) Le montant présenté dans notre rapport annuel 2009 au titre du solde du financement à long terme non garanti au 31 octobre 2009 a été révisé.

Information financière supplémentaire

Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC

Au 31 janvier 2010, tous les titres disponibles à la vente comportant des pertes non réalisées ont fait l'objet d'une évaluation visant à déterminer s'ils avaient subi une perte de valeur durable. Les instruments de créance pour lesquels la direction a jugé que le recouvrement de la somme totale du capital et des intérêts était improbable ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur. Dans le cas des titres de participation pour lesquels la direction a jugé improbable le recouvrement de la juste valeur de ces titres avant qu'ils ne soient cédés ou pour lesquels des pertes sont non réalisées pendant une

période prolongée, ces titres ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur. La direction est d'avis que les pertes non réalisées au 31 janvier 2010 sont de nature temporaire et elle a l'intention de détenir ces titres jusqu'au recouvrement de leur valeur ou jusqu'à ce que les titres soient rachetés ou arrivent à échéance. Se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour des renseignements détaillés sur notre évaluation des pertes de valeur durables liées à ces titres disponibles à la vente.

Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le							
	31 janvier 2010				31 octobre 2009		31 janvier 2009	
	Coût après amortissement (1)	Juste valeur (1)	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats
Titres de gouvernements et d'agences	20 778 \$	21 182 \$	404 \$	75 \$	456 \$	(9)\$	353 \$	- \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 733	1 514	(219)	11	(205)	(45)	(801)	(3)
Titres adossés à des actifs	3 609	3 501	(108)	11	(89)	(1)	(462)	(15)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	14 703	14 704	1	(17)	(7)	(16)	(450)	(77)
Titres de participation	2 086	2 096	10	-	(25)	(133)	(657)	(21)
Titres de substitut de prêts	256	207	(49)	-	(70)	-	(97)	-
Total	43 165 \$	43 204 \$	39 \$	80 \$	60 \$	(204)\$	(2 114)\$	(116)\$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à l'échéance de 205 millions de dollars qui sont groupés avec les titres disponibles à la vente dans le bilan.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Le total du coût après amortissement relatif au portefeuille de titres disponibles à la vente a diminué de 10,8 milliards de dollars, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à l'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi qu'à la vente de certains titres d'agences aux États-Unis, de titres émis par le gouvernement canadien, d'actions ordinaires de banques canadiennes, ainsi que de TAA et de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis. Cette diminution a été neutralisée en partie par l'achat de certificats de dépôt émis par des institutions financières mondiales et de bons du Trésor américain.

Au 31 janvier 2010, des gains nets non réalisés de 39 millions de dollars ont été comptabilisés relativement au portefeuille de titres disponibles à la vente, comparativement à des pertes nettes non réalisées de 2 114 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement une augmentation de la valeur de la plupart des titres adossés à des créances hypothécaires d'agences et non garantis par une agence aux États-Unis, des titres à enchères sur le marché américain, de certaines actions ordinaires et de titres de créance de sociétés liés aux institutions financières mondiales en raison du resserrement des écarts de taux et de la baisse des taux d'intérêt.

Un gain net de 80 millions de dollars a été constaté au trimestre considéré, comparativement à une perte nette de 116 millions à l'exercice précédent. Le gain net pour le trimestre considéré a été essentiellement neutralisé par les primes d'intérêt payées pour dénouer le financement connexe qui avait été présenté dans le revenu net d'intérêt. Le gain net pour le trimestre considéré comprenait des gains réalisés de 158 millions de dollars, principalement liés à la vente de billets et de titres adossés à des créances hypothécaires d'agences aux États-Unis, d'actions ordinaires de banques canadiennes, d'instruments hybrides et de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis. Ces gains ont été contrebalancés en

partie par des pertes de 78 millions de dollars découlant principalement de la perte de valeur de certaines actions ordinaires et de certains titres de gouvernements de pays non membres de l'OCDE. La perte nette constatée à l'exercice précédent était en grande partie attribuable aux réductions de valeur de certains titres d'emprunt de sociétés lorsque la direction avait l'intention de vendre les titres avant qu'ils n'aient recouvré leur valeur, ainsi qu'aux pertes de valeur de certains portefeuilles de titres de sociétés fermées.

Premier trimestre de 2010 par rapport au quatrième trimestre de 2009

Le total du coût après amortissement relatif au portefeuille de titres disponibles à la vente s'est établi à 43,2 milliards de dollars, en baisse de 3,0 milliards par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète en grande partie la vente de certains billets et titres adossés à des créances hypothécaires d'agences aux États-Unis, de titres adossés à des actifs et d'actions ordinaires de banques canadiennes. Ce résultat à la baisse a été neutralisé en partie par l'achat de divers titres de gouvernement.

Les gains nets non réalisés se sont chiffrés à 39 millions de dollars, en baisse de 21 millions par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est en grande partie attribuable aux gains réalisés à la vente de billets et de titres adossés à des créances hypothécaires d'agences aux États-Unis et de titres adossés à des actifs au cours du trimestre.

Un gain net de 80 millions de dollars a été constaté au premier trimestre de 2010, comparativement à une perte nette de 204 millions au quatrième trimestre de 2009. Les pertes constatées au trimestre précédent étaient en grande partie attribuables aux pertes sur les actions ordinaires de banques canadiennes considérées comme durables en raison d'une baisse de valeur prolongée et aux titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis lorsque nous avons l'intention de réduire notre exposition à certaines années de montage et catégories d'actifs.

Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés

Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux TGC et aux prêts hypothécaires

Certaines activités et opérations que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition nette aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui représente 0,4 % du total de notre actif au 31 janvier 2010, est demeurée inchangée par rapport à l'exercice précédent.

Premier trimestre de 2010 par rapport au premier trimestre de 2009

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 183 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture de 238 millions liées à MBIA Inc., pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain a diminué de 31 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Relativement à ces risques potentiels, plus de 49 % de nos placements connexes présentaient une cote A ou supérieure, comparativement à 95 % à l'exercice précédent. Cette diminution reflète l'acquisition d'un portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles au cours du trimestre considéré. Au 31 janvier 2010, nos placements dans des prêts à risque sur le marché américain présentant une cote AAA, sur une base nette, représentaient 19 % du total des placements dans des prêts à risque sur le marché américain, comparativement à 50 % à l'exercice précédent. L'exposition aux prêts à risque aux États-Unis s'établissait à 452 millions de dollars au 31 janvier 2010, soit moins de 0,1 % du total de l'actif. Ce total est en hausse de 158 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en grande partie à cause de certains titres disponibles à la vente reclassés dans les prêts au cours de l'exercice précédent.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 773 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 718 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète principalement les cessions. Environ la moitié de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et en 2007. Notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain se chiffrait à 1 213 millions de dollars au 31 janvier 2010, ce qui représente 0,2 % du total de l'actif, en hausse de 243 millions par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison du reclassement susmentionné.

Du total de nos placements dans des titres garantis par des créances (TGC), des placements de 21 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture de 4 millions de MBIA, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, ce qui constitue une baisse de 25 millions par rapport à l'exercice précédent. Ce montant représente 7 % du montant total net de nos positions non couvertes sur nos placements directs dans les TGC, qui totalisait 295 millions au 31 janvier 2010.

La juste valeur des TGC de sociétés, déduction faite des opérations de couverture, se chiffrait à 274 millions de dollars au 31 janvier 2010, en baisse de 97 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des titres libellés principalement en dollars américains.

Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

	Au 31 janvier 2010			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	
(en millions de dollars canadiens)				
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	421 \$	773 \$	25 \$	1 219 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la cote				
AAA	35 \$	92 \$	– \$	
AA	33	116	–	
A	22	100	–	
BBB	11	20	–	
Inférieure à BBB-	82	445	21	
Total	183 \$	773 \$	21 \$	977 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	21 \$	31 \$	– \$	
2004	26	114	–	
2005	49	234	17	
2006	87	178	4	
2007	–	216	–	
Total	183 \$	773 \$	21 \$	977 \$
Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	215 \$	817 \$	– \$	1 032 \$
Coût après amortissement des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A transférés dans les prêts en vertu du chapitre 3855	237 \$	396 \$	– \$	633 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	635 \$	1 986 \$	21 \$	2 642 \$
Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :				
Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(5)\$	(17)\$	(1)\$	
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(5)	(37)	1	
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(12)	(7)	(1)	
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé	(3)	(35)	(1)	

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 31 janvier 2010, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types de financement. Ils ne comprennent pas le financement de première qualité ni le financement de qualité inférieure pour lequel il n'y a pas de commandite liée aux placements privés. Au 31 janvier 2010, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés s'établissait à 4 182 millions de dollars, ou 0,6 % du total de l'actif, comparativement à 4 314 millions, ou 0,6 % du total de l'actif à l'exercice précédent, en raison du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Polices d'assurance souscrites directement et indirectement auprès d'assureurs spécialisés

Nous souscrivons directement des polices d'assurance auprès d'assureurs spécialisés, lesquelles couvrent les actifs liés et non liés au marché des prêts à risque, et nous avons consolidé la protection acquise auprès de MBIA avec les données présentées ci-dessous. Le tableau suivant présente nos polices d'assurance souscrites directement auprès d'assureurs spécialisés.

Polices d'assurance souscrites directement auprès d'assureurs spécialisés

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2010	
	Valeur en capital/nominale	Juste valeur
MBIA	4 306 \$	457 \$
Financial Security Assurance Holdings Ltd. (FSA)	283	24
Syncora Holdings Ltd. (auparavant XL Capital Ltd.)	256	14
AMBAC Financial Group (AMBAC)	107	6
Total	4 952 \$	501 \$

Au 31 janvier 2010, nous détenions des polices d'assurance totalisant 4 952 millions de dollars souscrites auprès d'assureurs spécialisés; ces polices couvrent le risque de défaillance par l'émetteur ou la

contrepartie relativement aux actifs détenus à des fins de transaction liés aux prêts à risque et aux prêts autres que les prêts à risque. La juste valeur comptabilisée relativement à ces polices d'assurance s'élevait à 501 millions de dollars au 31 janvier 2010, déduction faite des ajustements de l'évaluation du crédit.

Nous sommes également exposés à un risque indirect lié aux polices d'assurance souscrites auprès d'assureurs spécialisés, en raison des actifs que nous détenons et des facilités de liquidités que nous fournissons. Les assureurs spécialisés fournissent de l'assurance cautionnement sur les actifs de tiers que nous détenons, tels que les obligations sur le marché municipal américain, les titres à enchères, les swaps de taux d'intérêt et les obligations du secteur de l'infrastructure publique. Dans de tels cas, nous bénéficions de la protection fournie par ce contrat. La valeur en capital/nominale de ces actifs s'élevait à 1 536 millions de dollars au 31 janvier 2010. La majorité de ces actifs sont détenus dans notre portefeuille de négociation, et les variations de la juste valeur sont reflétées au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation, tandis que la valeur implicite de l'assurance est reflétée dans la juste valeur de l'actif. Nous fournissons par ailleurs des facilités de liquidités de 320 millions de dollars à certains clients au titre de leurs programmes d'émissions d'obligations à l'égard desquels une assurance a été souscrite auprès d'un assureur spécialisé dans le cadre du programme, sur lesquelles aucun montant n'avait été prélevé au 31 janvier 2010.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 390 millions de dollars au 31 janvier 2010.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Aucun transfert important d'instruments dans les niveaux 1, 2 et 3 ni aucune sortie importante d'instruments de ces niveaux n'ont eu lieu ce trimestre, selon la hiérarchie de la juste valeur définie au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir ». Pour plus de détails, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Questions et contrôles comptables

Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Les principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009. Nos conventions comptables critiques et nos estimations sont présentées en détail aux pages 67 à 70 de notre rapport annuel 2009.

Modification des conventions comptables et estimations

Au cours du trimestre, nous n'avons pas adopté de nouvelles conventions comptables importantes.

Adoption future des Normes internationales d'information financière

Conformément à la décision de l'ICCA, nous commencerons à présenter nos états financiers, y compris les données correspondantes des périodes précédentes, en vertu des Normes internationales d'information financière (IFRS) le 1^{er} novembre 2011. Nous avons mis en œuvre, à l'échelle de l'entreprise, un programme exhaustif aux fins de la gestion du passage aux IFRS. Ce programme porte sur les principaux éléments qui seront touchés, y compris l'information financière, les systèmes et processus, les communications et la formation.

Nous avons mené à terme un processus de diagnostic exhaustif afin d'établir l'étendue et la complexité du passage aux IFRS, dans le cadre duquel nous avons :

- mis en évidence les différences importantes qui existent entre les IFRS et les PCGR du Canada;
- évalué l'incidence de la conversion sur les secteurs d'activité, les processus, les systèmes et les politiques;

- mis en œuvre un programme ayant notamment pour but le lancement de divers projets visant à établir la correspondance entre les processus existants et les nouvelles normes;
- amorcé une série de séances de formation interne et de séances de sensibilisation.

Durant la période de transition, nous surveillerons les modifications apportées aux IFRS et ajusterons nos plans aux fins du passage à ces normes en conséquence. Les progrès réalisés jusqu'à présent sont conformes à l'échéancier que nous avons établi.

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 janvier 2010, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Au terme de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2010.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Principales mesures du rendement

Ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie)

Nous utilisons le ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie) ainsi que les ratios de capital réglementaire pour évaluer l'adéquation de nos fonds propres liés aux actions ordinaires. Ce ratio est conforme à un test de tension qu'utilise la Réserve fédérale américaine pour déterminer l'adéquation des fonds propres des banques américaines selon divers scénarios défavorables, mais nous effectuons notre calcul de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie) selon l'approche préconisée dans l'accord de Bâle II, pour laquelle une analyse détaillée est fournie à la rubrique Gestion du capital de notre rapport annuel 2009. Nous sommes d'avis que le ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie) constitue une mesure supplémentaire utile de l'adéquation de nos fonds propres. Ce ratio n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Le tableau suivant illustre le calcul de notre ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie).

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Capital de première catégorie	32 802 \$	31 774 \$	28 998 \$
Déduire : montant admissible au titre de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales – autres	354	353	357
Instruments de capital innovateurs de première catégorie (1)	3 983	3 991	4 141
Actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif (1)	4 812	4 811	3 811
Capital-actions ordinaire de première catégorie	23 653 \$	22 619 \$	20 689 \$
Actif ajusté en fonction des risques	259 016 \$	244 837 \$	273 561 \$
Ratio de la valeur corporelle des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (capital-actions ordinaire de première catégorie)	9,1 %	9,2 %	7,6 %

(1) Déduction faite des actions autodétenues.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque par secteur est considérée comme une mesure utile pour appuyer

les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2009.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour le trimestre terminé le							Pour le trimestre terminé le	
	31 janvier 2010							31 octobre 2009	31 janvier 2009
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	762 \$	211 \$	115 \$	(70)\$	555 \$	(140)\$	1 433 \$	1 173 \$	1 069 \$
Moyenne du capital de risque (2)	5 600 \$	1 150 \$	1 100 \$	2 700 \$	7 300 \$	600 \$	18 450 \$	17 900 \$	18 700 \$
Ajouter : sous-attribution (surattribution) de capital	–	–	–	–	–	3 800	3 800	3 350	(1 700)
Écart d'acquisition et capital incorporel	2 050	2 700	200	3 750	1 050	450	10 200	10 350	12 200
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	7 650 \$	3 850 \$	1 300 \$	6 450 \$	8 350 \$	4 850 \$	32 450 \$	31 600 \$	29 200 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	39,6 %	21,8 %	35,5 %	(4,3)%	26,4 %	n.s.	17,5 %	14,7 %	14,5 %
Rendement du capital de risque	53,8 %	72,9 %	40,9 %	(10,2)%	30,1 %	n.s.	30,8 %	26,0 %	22,7 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles, ainsi qu'au risque d'assurance. Se reporter à la rubrique Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.

(3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

n.s. : non significatif

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2009. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 27 de notre rapport annuel 2009.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilans consolidés (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 (1)
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	9 535 \$	8 353 \$	10 199 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	7 264	8 923	15 362
Valeurs mobilières			
Titres détenus à des fins de transaction	146 212	140 062	119 486
Titres disponibles à la vente	43 204	46 210	51 817
	189 416	186 272	171 303
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	49 585	41 580	40 930
Prêts			
Prêts de détail	208 282	205 224	192 988
Prêts de gros	76 221	78 927	94 265
	284 503	284 151	287 253
Provision pour pertes sur prêts	(3 180)	(3 188)	(2 652)
	281 323	280 963	284 601
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 966	9 024	11 240
Dérivés	85 828	92 173	144 376
Locaux et matériel, montant net	2 372	2 367	2 463
Écart d'acquisition	8 279	8 368	9 948
Autres actifs incorporels	1 952	2 033	2 196
Autres actifs	15 979	14 933	20 749
	122 376	128 898	190 972
	659 499 \$	654 989 \$	713 367 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Particuliers	155 865 \$	152 328 \$	142 414 \$
Entreprises et gouvernements	221 431	220 772	251 849
Banques	17 399	25 204	28 587
	394 695	398 304	422 850
Autres			
Acceptations	7 966	9 024	11 240
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	48 833	41 359	31 701
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	42 571	35 150	32 370
Dérivés	81 246	84 390	130 196
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	9 297	8 922	7 880
Autres passifs	27 874	31 007	31 274
	217 787	209 852	244 661
Débiteures subordonnées	5 896	6 461	7 784
Titres de fiducie de capital	1 386	1 395	1 399
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 101	2 071	2 308
Capitaux propres			
Actions privilégiées	4 813	4 813	3 813
Actions ordinaires (émises – 1 421 442 344; 1 417 609 720; 1 406 972 825)	13 267	13 075	12 694
Surplus d'apport	233	246	242
Actions autodétenues – privilégiées (détenues – 27 800; 64 600; 75 600)	(1)	(2)	(2)
– ordinaires (détenues – 1 881 595; 2 126 699; 1 804 551)	(84)	(95)	(88)
Bénéfices non répartis	21 307	20 585	20 183
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(1 901)	(1 716)	(2 477)
	37 634	36 906	34 365
	659 499 \$	654 989 \$	713 367 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés de 2009.

États consolidés des résultats (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 (1)
Revenu d'intérêt			
Prêts	3 344 \$	3 350 \$	3 608 \$
Valeurs mobilières	1 219	1 276	1 743
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	93	126	393
Dépôts à des banques	10	14	86
	4 666	4 766	5 830
Frais d'intérêt			
Dépôts	1 217	1 288	2 351
Autres passifs	623	516	546
Débentures subordonnées	79	86	101
	1 919	1 890	2 998
Revenu net d'intérêt	2 747	2 876	2 832
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	1 383	1 565	1 346
Revenus tirés des activités de négociation	750	910	(47)
Commissions de gestion de placements et de services de garde	440	424	419
Revenus tirés des fonds communs de placement	387	320	327
Commissions de courtage en valeurs mobilières	338	345	321
Frais bancaires	370	388	387
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	311	339	199
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	132	179	167
Revenus sur cartes	134	165	218
Commissions de crédit	173	133	113
Revenus tirés de la titrisation	197	177	348
Gain net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente	77	(192)	(118)
Autres	(105)	(170)	551
Revenus autres que d'intérêt	4 587	4 583	4 231
Total des revenus	7 334	7 459	7 063
Dotations à la provision pour pertes sur créances	493	883	786
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 130	1 322	1 076
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	2 377	2 142	2 290
Matériel	248	235	255
Frais d'occupation	255	267	251
Communications	187	196	170
Honoraires	124	170	125
Impartition de services de traitement	72	72	72
Amortissement des autres actifs incorporels	120	123	110
Autres	243	401	349
	3 626	3 606	3 622
Bénéfice avant impôts	2 085	1 648	1 579
Charge d'impôts	565	389	464
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	1 520	1 259	1 115
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	23	22	5
Bénéfice net	1 497 \$	1 237 \$	1 110 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(64)	(64)	(41)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 433 \$	1 173 \$	1 069 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 418 146	1 413 644	1 366 868
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,01 \$	0,83 \$	0,78 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 432 179	1 428 409	1 379 191
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,00 \$	0,82 \$	0,78 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés de 2009.

États consolidés du résultat étendu (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 (1)
Résultat étendu			
Bénéfice net	1 497 \$	1 237 \$	1 110 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts			
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	8	309	(383)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes sur les titres disponibles à la vente	(46)	134	70
Variation nette des (pertes) gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(38)	443	(313)
(Pertes) gains de change non réalisés	(461)	103	152
Reclassement aux résultats de (gains) de change	–	–	(1)
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	385	(124)	(19)
Écarts de conversion	(76)	(21)	132
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(54)	5	(41)
Reclassement aux résultats de (gains) liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(17)	(13)	(1)
Variation nette des couvertures des flux de trésorerie	(71)	(8)	(42)
Autres éléments du résultat étendu	(185)	414	(223)
Total du résultat étendu	1 312 \$	1 651 \$	887 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 (1)
Actions privilégiées			
Solde au début	4 813 \$	4 813 \$	2 663 \$
Émises	–	–	1 150
Solde à la fin	4 813	4 813	3 813
Actions ordinaires			
Solde au début	13 075	12 864	10 384
Émises	192	211	2 310
Solde à la fin	13 267	13 075	12 694
Surplus d'apport			
Solde au début	246	238	242
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	–	(2)	–
Attributions de rémunération à base d'actions	(7)	–	(8)
Autres	(6)	10	8
Solde à la fin	233	246	242
Actions autodétenues – actions privilégiées			
Solde au début	(2)	(1)	(5)
Ventes	2	3	5
Achats	(1)	(4)	(2)
Solde à la fin	(1)	(2)	(2)
Actions autodétenues – actions ordinaires			
Solde au début	(95)	(97)	(104)
Ventes	45	5	28
Achats	(34)	(3)	(12)
Solde à la fin	(84)	(95)	(88)
Bénéfices non répartis			
Solde au début	20 585	20 120	19 816
Ajustement transitoire – instruments financiers	–	–	66
Bénéfice net	1 497	1 237	1 110
Dividendes sur actions privilégiées	(64)	(64)	(41)
Dividendes sur actions ordinaires	(710)	(708)	(702)
Frais d'émission et autres	(1)	–	(66)
Solde à la fin	21 307	20 585	20 183
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Ajustement transitoire – instruments financiers	59	59	59
Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(114)	(76)	(1 381)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(1 450)	(1 374)	(670)
Gains et pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(396)	(325)	(485)
Solde à la fin	(1 901)	(1 716)	(2 477)
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	19 406	18 869	17 706
Capitaux propres à la fin	37 634 \$	36 906 \$	34 365 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés de 2009.

États consolidés des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 (1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	1 497 \$	1 237 \$	1 110 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Dotations à la provision pour pertes sur créances	493	883	786
Amortissement	99	95	95
Impôts futurs	129	173	(259)
Amortissement des autres actifs incorporels	120	123	110
Perte (gain) à la vente de locaux et de matériel	14	12	(4)
Gain sur la titrisation	(33)	(37)	(365)
Gain sur les titres disponibles à la vente	(158)	(80)	(12)
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	78	284	128
Variations de l'actif et du passif d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	375	667	495
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(363)	(150)	(398)
Impôts exigibles	(1 877)	137	225
Actifs dérivés	6 345	8 913	(8 242)
Passifs dérivés	(3 144)	(7 573)	1 491
Titres détenus à des fins de transaction	(3 879)	(3 154)	4 332
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	262	(714)	2 909
Autres	(934)	3 908	(2 014)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation	(976)	4 724	387
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	1 659	(276)	4 679
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(4 277)	(7 660)	(4 773)
Produit de la titrisation	1 650	1 868	7 797
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	4 821	2 677	5 210
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	9 257	4 693	2 857
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(11 283)	(5 744)	(10 709)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et de logiciels	(172)	(268)	(156)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés	(8 005)	2 072	3 888
Encaisse affectée aux acquisitions, montant net	(2)	–	–
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(6 352)	(2 638)	8 793
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des dépôts	(3 609)	(6 404)	(15 725)
Remboursement de débentures subordonnées	(500)	–	(500)
Émission d'actions privilégiées	–	–	1 150
Émission d'actions ordinaires	28	66	2 310
Actions autodétenues – ventes	47	8	33
Actions autodétenues – achats	(35)	(7)	(14)
Dividendes versés	(610)	(644)	(696)
Frais d'émission	–	–	(61)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	–	(1)	(1)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	7 421	4 727	317
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	7 474	658	4 194
Rachat de billets privilégiés de fiducie	–	(140)	–
Variation des emprunts à court terme des filiales	(1 685)	26	(1 177)
Flux de trésorerie nets provenant (affectés aux) des activités de financement	8 531	(1 711)	(10 170)
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(21)	12	103
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	1 182	387	(887)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	8 353	7 966	11 086
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	9 535 \$	8 353 \$	10 199 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant la période	2 379 \$	1 929 \$	3 585 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouverts) durant la période	2 517 \$	198 \$	(193) \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés de 2009.

Notes complémentaires (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (états financiers consolidés annuels de 2009). En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de 2009 et les notes complémentaires figurant aux pages 86 à 152 du rapport annuel 2009. Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Note 1 : Principales conventions comptables**Modifications des principales conventions comptables**

Aucune modification des principales conventions comptables n'a pris effet en ce qui nous concerne ce trimestre.

Modifications comptables futures

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés, participations ne donnant pas le contrôle, et option de remboursement anticipé incorporée dans un titre – modifications au chapitre 3855, intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation »
En 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582 du *Manuel*, intitulé *Regroupements d'entreprises*, le chapitre 1601, intitulé *États financiers consolidés*, ainsi que le chapitre 1602, intitulé *Participations ne*

donnant pas le contrôle. Il a aussi fourni, dans le chapitre 3855, des précisions à l'égard de l'option de remboursement anticipé incorporée dans un titre. Ces nouvelles normes seront applicables à compter du 1^{er} novembre 2011 en ce qui nous concerne. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour des renseignements plus détaillés à ce sujet.

Normes internationales d'information financière

L'ICCA a annoncé que les PCGR du Canada qui s'appliquent aux sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les IFRS sur une période de transition qui devrait s'étendre jusqu'en 2011. Nous commencerons à publier nos états financiers conformément aux IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers**Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur**

Le tableau suivant présente des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les dérivés de crédit et les instruments

semblables, ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs. Se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour de plus amples renseignements sur la méthode d'évaluation des variations de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit.

	31 janvier 2010						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2009 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2009	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	2 112 \$	2 112 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	28 362	28 362	–	–	–	–	–
Prêts de gros	2 792	2 792	(9)	(230)	405	(2)	8
Total	33 266 \$	33 266 \$	(9)\$	(230)\$	405 \$	(2)\$	8 \$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

	31 janvier 2009						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2008 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2008	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	6 745 \$	6 745 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	13 579	13 579	–	–	–	–	–
Prêts de gros	5 211	5 211	27	(280)	896	(40)	28
Total	25 535 \$	25 535 \$	27 \$	(280)\$	896 \$	(40)\$	28 \$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Se reporter à la note 2 de nos

états financiers consolidés annuels de 2009 pour de plus amples renseignements sur les méthodes d'évaluation de ces passifs et sur les variations de la juste valeur attribuables aux modifications de nos écarts de taux.

	31 janvier 2010			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2009 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	3 071 \$	3 070 \$	(1)\$	(1)\$	(7)\$
Entreprises et gouvernements (2)	42 604	42 675	71	(3)	(60)
Banques (3)	5 440	5 440	–	–	(1)
Total des dépôts à terme	51 115 \$	51 185 \$	70 \$	(4)\$	(68)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	29 495	29 495	–	–	–
Autres passifs	215	215	–	–	–
Débitures subordonnées	118	112	(6)	1	(11)
Total	80 943 \$	81 007 \$	64 \$	(3)\$	(79)\$

- (1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, selon la plus rapprochée de ces deux dates.
 (2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.
 (3) Les banques désignent les banques réglementées.

	31 janvier 2009			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2008 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	1 394 \$	1 335 \$	(59)\$	(13)\$	(59)\$
Entreprises et gouvernements (2)	54 669	54 256	(413)	(59)	(583)
Banques (3)	6 419	6 416	(3)	1	(3)
Total des dépôts à terme	62 482 \$	62 007 \$	(475)\$	(71)\$	(645)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	16 377	16 374	(3)	–	–
Débitures subordonnées	137	72	(65)	(30)	(78)
Total	78 996 \$	78 453 \$	(543)\$	(101)\$	(723)\$

- (1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, selon la plus rapprochée de ces deux dates.
 (2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.
 (3) Les banques désignent les banques réglementées.

Gains et pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale

Les gains et les pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers constituent la différence entre le prix de transaction et la juste valeur de l'instrument à la date de transaction. Le tableau suivant illustre les ajustements apportés au montant global des gains non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers. Les gains non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale proviennent principalement des obligations structurées liées à des titres de participation, des dérivés de crédit et de taux d'intérêt structurés et des contrats à valeur stable

visant des polices d'assurance vie détenues par des banques et des régimes 401(k).

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Gains non réalisés reportés qui ne sont pas encore comptabilisés dans le résultat net, au début	46 \$	51 \$	198 \$
Déduire : gains reportés reclassés au résultat net au cours de la période	1	5	10
Gains non réalisés reportés, à la fin	45 \$	46 \$	188 \$

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)**Reclassement d'instruments financiers**

Le tableau suivant présente des données sur certains titres détenus à des fins de transaction qui ont été reclassés dans les titres disponibles à la vente le 1^{er} août 2008, conformément aux modifications apportées

par l'ICCA aux chapitres 3855, 3861 et 3862. Se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour obtenir les détails.

	Au		Trimestre terminé le		Trimestre terminé le		Trimestre terminé le	
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2010		31 octobre 2009		31 janvier 2009	
	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt / gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt / gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt / gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)
Actifs financiers								
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 757 \$	1 904 \$	17 \$	4 \$	4 \$	1 \$	(38) \$	38 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	335	500	8	15	39	11	(87)	29
Titres adossés à des actifs	991	1 007	–	4	12	4	8	12
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	639	641	6	2	4	3	(75)	7
	3 722 \$	4 052 \$	31 \$	25 \$	59 \$	19 \$	(192) \$	86 \$

(1) Ce montant représente la variation de la juste valeur des titres que nous détenons à la fin de la période et comprend tout prélèvement de capital ou rachat de ces titres.

(2) Le montant total comprend un bénéfice net de 6 millions de dollars relativement aux titres et aux créances rachetés ou vendus au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010 (3 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009; néant pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009).

Note 3 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les gains et pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente (1), (2).

	Au							
	31 janvier 2010				31 octobre 2009			
	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur
Créances du gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	11 420 \$	395 \$	(1) \$	11 814 \$	11 764 \$	404 \$	(7) \$	12 161 \$
Provinces et municipalités	1 111	35	(1)	1 146	1 104	31	(1)	1 134
Créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains	4 582	62	(102)	4 542	5 781	129	(117)	5 793
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE (3)	3 665	17	(1)	3 681	3 517	18	(1)	3 534
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 733	17	(236)	1 514	2 057	24	(229)	1 852
Titres adossés à des actifs								
TGC	230	12	(21)	220	234	11	(24)	222
Titres autres que des TGC	3 379	52	(151)	3 280	4 282	67	(143)	4 205
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	14 703	346	(345)	14 704	14 718	382	(389)	14 711
Titres de participation	2 086	25	(15)	2 096	2 437	45	(70)	2 412
Titres de substitut de prêt	256	–	(49)	207	256	–	(70)	186
	43 165 \$	961 \$	(922) \$	43 204 \$	46 150 \$	1 111 \$	(1 051) \$	46 210 \$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à l'échéance d'un montant de 205 millions de dollars (156 millions au 31 octobre 2009).

(2) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires sont liés au secteur résidentiel. Le coût après amortissement, les gains bruts non réalisés, les pertes brutes non réalisées et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se sont chiffrés à 180 millions de dollars, à 1 million, à (5) millions et à 176 millions, respectivement, au 31 janvier 2010 [224 millions, 1 million, (11) millions et 213 millions au 31 octobre 2009].

(3) L'OCDE désigne l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance font l'objet de tests de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons une méthode particulière et constante pour évaluer la probabilité de recouvrer le coût après amortissement du titre. Lorsque nous déterminons qu'un titre a subi une perte de valeur durable, le titre est réduit à sa juste valeur, et la perte non réalisée est reclassée du cumul des autres éléments du résultat étendu au résultat net. Se reporter aux notes 1 et 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour une description des conventions et méthodes comptables que nous utilisons pour évaluer les pertes de valeur durables des titres.

Les gains bruts non réalisés ont diminué de 150 millions de dollars ou 14 % pour s'établir à 961 millions au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, car des gains ont été réalisés à la vente de certains titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence et de certains billets sur le marché américain, de prêts aux étudiants inclus dans les titres adossés à des actifs et d'instruments hybrides compris dans les titres d'emprunt de sociétés et autres créances. Les pertes

brutes non réalisées ont diminué de 129 millions de dollars ou 12 % pour s'établir à 922 millions au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, résultat qui reflète essentiellement les pertes de valeur portées en résultat net relativement à certaines actions ordinaires comprises dans les titres de participation ainsi qu'à des créances de gouvernements de pays non membres de l'OCDE comprises dans les titres d'emprunt de sociétés et autres créances.

Selon notre évaluation, la direction est d'avis que les pertes non réalisées au 31 janvier 2010 sur les titres disponibles à la vente sont de nature temporaire et elle a l'intention de détenir ces titres jusqu'au recouvrement de leur juste valeur ou jusqu'à ce que les titres soient rachetés ou arrivent à échéance.

Nous avons également déterminé que nos placements détenus jusqu'à l'échéance n'avaient subi aucune perte de valeur au 31 janvier 2010.

Gains nets/pertes nettes sur les titres disponibles à la vente

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, des gains nets de 80 millions de dollars liés aux titres disponibles à la vente ont été

Note 3 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente (suite)

constatés en résultat net (pertes nettes de 204 millions au 31 octobre 2009; pertes nettes de 116 millions au 31 janvier 2009). Les gains nets comprenaient i) des gains de 158 millions de dollars réalisés principalement à la vente de certains titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence et de billets sur le marché américain, d'actions ordinaires de banques canadiennes, d'instruments hybrides et de titres adossés à des créances hypothécaires américains non garantis par une agence (gain de 79 millions au 31 octobre 2009; gain de 12 millions au 31 janvier 2009) et ii) des pertes de 78 millions

constatées dans le bénéfice net principalement en raison de la perte de valeur durable de certaines actions ordinaires et de titres de gouvernements de pays non membres de l'OCDE. Ces gains réalisés comprennent des gains de 3 millions de dollars à la vente de titres disponibles à la vente liés à nos activités d'assurance, lesquels ont été pris en compte dans le poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des états consolidés des résultats (pertes de 13 millions au 31 octobre 2009; gains de 2 millions au 31 janvier 2009).

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux

	Au 31 janvier 2010					Au 31 octobre 2009	
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Autres ajustements (1)	Solde à la fin	Solde à la fin
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	54 \$	(13)\$	1 \$	13 \$	6 \$	61 \$	54 \$
Prêts aux particuliers	197	(173)	23	156	–	203	197
Prêts sur cartes de crédit	–	(120)	15	105	–	–	–
Prêts aux petites entreprises (2)	22	(12)	1	13	–	24	22
	273 \$	(318)\$	40 \$	287 \$	6 \$	288 \$	273 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3), (4)	976 \$	(221)\$	11 \$	191 \$	(13)\$	944 \$	976 \$
États souverains (5)	10	–	–	–	–	10	10
Banques (6)	20	–	–	15	–	35	20
	1 006 \$	(221)\$	11 \$	206 \$	(13)\$	989 \$	1 006 \$
Provisions spécifiques	1 279 \$	(539)\$	51 \$	493 \$	(7)\$	1 277 \$	1 279 \$
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	50 \$	– \$	– \$	17 \$	– \$	67 \$	50 \$
Prêts aux particuliers	671	–	–	(1)	(4)	666	671
Prêts sur cartes de crédit	327	–	–	3	–	330	327
Prêts aux petites entreprises (2)	47	–	–	–	–	47	47
	1 095 \$	– \$	– \$	19 \$	(4)\$	1 110 \$	1 095 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	814 \$	– \$	– \$	(19)\$	(2)\$	793 \$	814 \$
États souverains (5)	–	–	–	–	–	–	–
Banques (6)	–	–	–	–	–	–	–
	814 \$	– \$	– \$	(19)\$	(2)\$	793 \$	814 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (7)	114 \$	–	–	–	–	114 \$	114 \$
Provision générale (7)	2 023 \$	– \$	– \$	– \$	(6)\$	2 017 \$	2 023 \$
Total de la provision pour pertes sur créances	3 302 \$	(539)\$	51 \$	493 \$	(13)\$	3 294 \$	3 302 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (8)	(114)	–	–	–	–	(114)	(114)
Total de la provision pour pertes sur prêts	3 188 \$	(539)\$	51 \$	493 \$	(13)\$	3 180 \$	3 188 \$

(1) Représente principalement l'incidence de la conversion de la provision pour pertes sur prêts libellée en devises.

(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend une dotation aux provisions minimale (provision minimale au 31 octobre 2009) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.

(4) Comme il est expliqué à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009, en date du 1^{er} novembre 2008, nous avons reclassé dans les prêts certains titres qui étaient classés comme disponibles à la vente, conformément aux modifications du chapitre 3855 publiées par l'ICCA. Par conséquent, les provisions spécifiques liées aux prêts de gros ayant trait aux titres reclassés sont incluses dans les soldes de 2009 présentés dans ce tableau.

(5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(6) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(7) Comprend un montant de 114 millions de dollars lié aux engagements hors bilan et autres (114 millions au 31 octobre 2009).

(8) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Un prêt est considéré comme en souffrance lorsque la contrepartie n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas classés à titre de prêts douteux puisqu'ils sont i) en souffrance

depuis moins de 90 jours ou ii) entièrement garantis et qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours.

Prêts en souffrance mais non douteux

	Au 31 janvier 2010				Au 31 octobre 2009			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 138 \$	1 348 \$	316 \$	4 802 \$	2 841 \$	1 359 \$	323 \$	4 523 \$
Prêts de gros	1 298	563	42	1 903	1 313	563	36	1 912
Total	4 436 \$	1 911 \$	358 \$	6 705 \$	4 154 \$	1 922 \$	359 \$	6 435 \$

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux (suite)**Prêts douteux (1)**

	Au 31 janvier 2010			Au 31 octobre 2009
	Montant brut	Provisions spécifiques	Montant net	Montant net
Prêts de détail				
Prêts hypothécaires résidentiels	701 \$	(61)\$	640 \$	587 \$
Prêts aux particuliers	403	(203)	200	212
Prêts aux petites entreprises (2)	59	(24)	35	37
	1 163 \$	(288)\$	875 \$	836 \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises (3), (4)	3 926 \$	(944)\$	2 982 \$	3 300 \$
États souverains (5)	10	(10)	–	–
Banques (6)	40	(35)	5	42
	3 976 \$	(989)\$	2 987 \$	3 342 \$
Total	5 139 \$	(1 277)\$	3 862 \$	4 178 \$

- (1) Le solde moyen des prêts douteux bruts pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010 s'est élevé à 5 298 millions de dollars (5 295 millions au 31 octobre 2009).
- (2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
- (3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des prêts douteux d'un montant brut de 63 millions de dollars (65 millions au 31 octobre 2009) et d'un montant net de 61 millions (63 millions au 31 octobre 2009) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.
- (4) Comme il est expliqué à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009, en date du 1^{er} novembre 2008, nous avons reclassé dans les prêts et créances certains titres qui étaient classés comme disponibles à la vente, conformément aux modifications du chapitre 3855 publiées par l'ICCA. Les titres reclassés sont inclus dans les soldes de 2009 présentés dans ce tableau.
- (5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
- (6) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, les actifs acquis à l'égard des prêts douteux se sont établis à 88 millions de dollars (121 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009). La réduction

connexe de la provision pour pertes sur créances s'est établie à 102 millions de dollars (107 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009).

Note 5 : Titrisations**Activités de titrisation pour le trimestre terminé le**

	31 janvier 2010 (1)		31 octobre 2009 (1)		31 janvier 2009 (1)	
	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4)
Prêts titrisés et vendus (6)	1 534 \$	136 \$	1 771 \$	116 \$	7 590 \$	291 \$
Produit net en espèces reçu	1 515	135	1 753	115	7 505	292
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	53	–	56	–	449	–
Gain (perte) à la vente avant impôts, déduction faite des activités de couverture	28	(1)	35	(1)	257	1

- (1) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période.
- (2) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux opérations titrisées, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du trimestre par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 31 janvier 2010 totalisaient 2 312 millions de dollars (2 595 millions au 31 octobre 2009; 3 043 millions au 31 janvier 2009). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.
- (4) Les prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et cédés comprennent des créances hypothécaires assurées et non assurées. Nous avons constaté des montants nominaux liés aux droits de gestion à l'égard des prêts titrisés au cours du trimestre. Nous n'avons conservé aucun de ces titres.
- (5) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de (6) millions de dollars liés à nos activités de couverture économique [(3) millions au 31 octobre 2009; (107) millions au 31 janvier 2009].
- (6) Comprend des prêts hypothécaires résidentiels canadiens et américains titrisés au cours de la période et des périodes précédentes.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date des activités de titrisation du trimestre terminé le 31 janvier 2010.

Hypothèses clés (1), (2)

	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	3,64
Taux de remboursement	20,50 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	1,24
Taux d'actualisation	0,40 % – 2,71 %

- (1) Tous les taux sont annualisés.
- (2) La présente analyse ne s'applique pas aux titrisations de prêts hypothécaires résidentiels américains car nous n'avons conservé aucun droit lié aux marges excédentaires futures relativement à ces opérations de titrisation.

Outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, le tableau qui suit présente nos activités de vente de prêts de gros.

Ventes de prêts de gros pour le trimestre terminé le (1)

	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009	
	Prêts hypothécaires résidentiels américains	Prêts hypothécaires résidentiels américains	Prêts hypothécaires résidentiels américains	Prêts hypothécaires commerciaux américains
Prêts vendus	189 \$	374 \$	86 \$	23 \$

- (1) Les gains et les pertes à la vente de prêts de gros sont négligeables.

Note 6 : Instruments dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

	Au 31 janvier 2010 (1)				Au 31 octobre 2009 (1)			
	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (2)	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (2)
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs								
Instruments dérivés	1 134 \$	1 826 \$	98 \$	82 770 \$	1 130 \$	2 107 \$	139 \$	88 797 \$
Passifs								
Instruments dérivés	1 286 \$	46 \$	387 \$	79 527 \$	1 493 \$	82 \$	327 \$	82 488 \$
Instruments non dérivés	–	301	5 172	s.o.	–	278	5 233	s.o.

(1) Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, et les instruments non dérivés sont comptabilisés au coût après amortissement.

(2) Les passifs dérivés comprennent des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 207 millions de dollars et des régimes 401(k) de 2 millions (257 millions et 3 millions, respectivement, au 31 octobre 2009).

s.o. : sans objet

Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat étendu

	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010			Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009			Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur									
Tranche inefficace	(3)\$	s.o.	s.o.	11 \$	s.o.	s.o.	(6)\$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie									
Tranche inefficace	5	s.o.	s.o.	(6)	s.o.	s.o.	9	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(54)	s.o.	s.o.	5	s.o.	s.o.	(41)
Reclassées dans le résultat au cours de la période (1)	s.o.	25	s.o.	s.o.	20	s.o.	s.o.	1	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
(Pertes) gains de change	s.o.	s.o.	(461)	s.o.	s.o.	103	s.o.	s.o.	152
Gains (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	385	s.o.	s.o.	(124)	s.o.	s.o.	(19)
	2 \$	25 \$	(130)\$	5 \$	20 \$	(16)\$	3 \$	1 \$	92 \$

(1) Des gains après impôts de 17 millions de dollars ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010 (gains de 13 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009; gains de 1 million pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009).

s.o. : sans objet

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance

	Au				31 octobre 2009
	31 janvier 2010				
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Actifs dérivés (1)	20 315 \$	34 890 \$	30 623 \$	85 828 \$	92 173 \$
Passifs dérivés (2)	19 627	33 589	28 030	81 246	84 390

(1) Tient compte d'ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit, qui ont été déterminés pour certains instruments précis et collectivement. Les actifs dérivés dans le tableau ci-dessus et dans nos bilans consolidés excluent les dépôts de garantie obligatoires de 79 millions de dollars qui sont inclus dans les autres actifs (67 millions au 31 octobre 2009).

(2) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 207 millions de dollars et des régimes 401(k) de 2 millions (257 millions et 3 millions, respectivement, au 31 octobre 2009).

Note 7 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux, en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Charge au titre des prestations constituées	95 \$	65 \$	74 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	22	40	25

Note 8 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débetures subordonnées**

Le 25 janvier 2010, nous avons racheté la totalité des débetures subordonnées à 7,10 % échéant le 25 janvier 2015 en circulation, pour le montant total du capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Actions ordinaires émises

	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010		Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009		Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
À des fins commerciales générales	–	– \$	–	– \$	65 263	2 301 \$
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	2 862	161	2 730	134	–	–
Options sur actions levées (2)	970	31	2 645	77	450	9
	3 832	192 \$	5 375	211 \$	65 713	2 310 \$

(1) Au cours du trimestre, les actions ont été émises à un prix 3 % moins élevé que le cours du marché moyen des cinq jours de Bourse précédant la date de versement des dividendes.

(2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions liée aux droits à la plus-value des actions et aux droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.

Note 9 : Revenus liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction**Instruments financiers détenus à des fins de transaction**

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré du revenu d'intérêt et des dividendes comptabilisés relativement à l'actif et au passif des activités de négociation. Les revenus autres que d'intérêt comprennent une augmentation de 472 millions de dollars des justes valeurs de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010 (augmentation de 657 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009; augmentation de 254 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, comparativement au montant de 107 millions que nous avons initialement présenté aux premier et deuxième trimestres de 2009).

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 (1)
Revenu net d'intérêt	386 \$	373 \$	674 \$
Revenus (charges) autres que d'intérêt	750	910	(47)
Total	1 136 \$	1 283 \$	627 \$

(1) Retraité en raison de l'incidence de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Instruments désignés comme détenus à des fins de transaction

Au cours du trimestre, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont augmenté de 113 millions de dollars (augmentation de 230 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009; augmentation de 339 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009).

Instruments financiers évalués au coût après amortissement

Le tableau suivant présente les éléments comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, ainsi qu'au cours des périodes correspondantes :

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Honoraires nets qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs financiers autres que détenus à des fins de transaction	933 \$	884 \$	864 \$
Honoraires nets provenant des activités de fiducie	1 514	1 429	1 270
Gains nets découlant d'instruments financiers évalués au coût après amortissement	2	2	2
Total	2 449 \$	2 315 \$	2 136 \$

Note 10 : Impôts sur les bénéfices**Recouvrabilité de l'actif d'impôts reportés**

Nous revoions trimestriellement notre actif d'impôts reportés, lequel est inscrit au poste Autres actifs de nos bilans consolidés, afin de déterminer s'il est plus probable qu'improbable que les avantages liés à cet actif se réaliseront; dans le cadre de cet examen, nous évaluons les éléments probants positifs et négatifs. L'actif d'impôts reportés représente les écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs et passifs, ainsi que l'avantage fiscal lié aux reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation. Dans le cadre de

notre examen de la capacité de réaliser notre actif d'impôts reportés au 31 janvier 2010, nous avons évalué l'économie d'impôts liée à nos services bancaires aux États-Unis, qui génèrent actuellement des résultats négatifs et contribuent aux éléments probants négatifs relevés. Cet examen nous a permis de conclure qu'il existe suffisamment d'éléments probants positifs que l'actif est réalisable pour neutraliser les éléments probants négatifs et qu'il n'était donc pas nécessaire de constater une provision pour moins-value au titre de l'actif d'impôts reportés au 31 janvier 2010.

Impôts sur les bénéfices liés aux composantes des autres éléments du résultat étendu

Le tableau suivant illustre la charge ou l'économie d'impôts attribuée à chaque composante des autres éléments du résultat étendu :

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 (1)
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	12 \$	128 \$	(188) \$
Reclassement aux résultats de (gains) pertes sur les titres disponibles à la vente	(30)	68	24
Gains nets (pertes nettes) de change liées aux activités de couverture	178	(47)	(37)
(Pertes nettes) gains nets sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(24)	3	(21)
Reclassement aux résultats de gains sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(8)	(6)	–
Total de la charge (l'économie) d'impôts	128 \$	146 \$	(222) \$

(1) Certains montants ont été retraités en raison de l'incidence de l'adoption du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Note 11 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 (1)
Bénéfice de base par action			
Bénéfice net	1 497 \$	1 237 \$	1 110 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(64)	(64)	(41)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 433 \$	1 173 \$	1 069 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 418 146	1 413 644	1 366 868
Bénéfice de base par action	1,01 \$	0,83 \$	0,78 \$
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 433 \$	1 173 \$	1 069 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 418 146	1 413 644	1 366 868
Options sur actions (2)	5 630	6 250	3 966
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	1 990	2 102	1 944
Actions échangeables (3)	6 413	6 413	6 413
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 432 179	1 428 409	1 379 191
Bénéfice dilué par action	1,00 \$	0,82 \$	0,78 \$

- (1) Certains montants ont été retraités en raison de l'incidence de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.
- (2) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$, car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires (un nombre moyen de 1 739 672 options en cours ayant un prix de levée moyen de 55,06 \$ pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009; un nombre moyen de 5 305 890 options en cours ayant un prix de levée moyen de 50,88 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009).
- (3) Les actions échangeables ont été émises dans le cadre de l'acquisition de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. Se reporter à la note 11 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Note 12 : Garanties et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée Informations à fournir sur les garanties. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie. Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Au			
	31 janvier 2010		31 octobre 2009	
	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options vendues (1)	17 462 \$	813 \$	19 720 \$	1 049 \$
Facilités de garantie de liquidités (2)	24 644	75	24 982	66
Produits à valeur stable (3)	21 480	209	21 777	260
Lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin (4)	17 614	102	18 082	96
Rehaussements de crédit	3 705	69	3 240	45
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	1 150	–	1 103	–

- (1) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Dérivés de nos bilans consolidés. Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.
- (2) Certains conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs ont prélevé des montants en vertu de certaines de nos facilités de garantie de liquidités. Au 31 janvier 2010, ces prêts totalisaient 1,5 milliard de dollars US (1,6 milliard de dollars CA) (au 31 octobre 2009, 1,6 milliard de dollars US, 1,7 milliard de dollars CA). déduction faite de la provision pour pertes sur prêts de 2 millions de dollars US (2 millions de dollars CA) (au 31 octobre 2009, 2 millions de dollars US, 2 millions de dollars CA) et étaient inclus dans le poste Prêts de gros – Prêts aux entreprises de nos bilans consolidés.
- (3) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 8,2 milliards de dollars (8,3 milliards au 31 octobre 2009) au titre

des polices d'assurance vie détenues par des banques et un montant de 13,2 milliards (13,5 milliards au 31 octobre 2009) au titre de régimes de retraite aux termes de l'Employee Retirement Income Security Act of 1974 (ERISA) des États-Unis, tels que les régimes 401(k). Nous avons comptabilisé une provision à l'égard des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques qui reflète la valeur des actifs dans les portefeuilles de placement sous-jacents ainsi que notre estimation de la probabilité que les titulaires de polices résilient leurs polices. Au cours du trimestre, nous avons effectué une (reprise) dotation à la provision de (54) millions (80 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009; 26 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009).

- (4) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Autres passifs de nos bilans consolidés. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 807 millions de dollars (816 millions au 31 octobre 2009) relativement aux programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères, lequel correspond au montant théorique le plus élevé au titre des lettres de crédit et des facilités de liquidités.

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres pour lesquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS). Au 31 janvier 2010, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 32,4 milliards de dollars (34,7 milliards au 31 octobre 2009). De ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Veuillez vous reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Actifs donnés en garantie

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

	Au	
	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Encaisse et montants à recevoir des banques	721 \$	665 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	2 048	2 696
Prêts	8 365	7 422
Valeurs mobilières	53 023	53 276
Biens achetés en vertu de conventions de revente	39 312	27 479
Autres actifs	428	205
	103 897 \$	91 743 \$

Note 12 : Garanties et éventualités (suite)

	Au	
	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	2 442 \$	2 824 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	1 957	2 574
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :		
Emprunts et prêts de titres	34 302	27 429
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	50 332	44 155
Opérations sur produits dérivés	7 416	8 040
Obligations couvertes	6 033	5 187
Autres	1 415	1 534
	103 897 \$	91 743 \$

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les titres donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Par conséquent, les actifs donnés en garantie ne sont pas pris en compte dans le tableau ci-dessus. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons donné en moyenne des titres d'un montant de 4,6 milliards de dollars (4,3 milliards au 31 octobre 2009) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalant aux titres donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'était en cours au 31 janvier 2010 ni au 31 octobre 2009.

Biens affectés en garantie

Au 31 janvier 2010, la valeur de marché approximative des biens acceptés en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se chiffrait à 86,1 milliards de dollars (78,9 milliards au

31 octobre 2009). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts de titres et de prêts et d'opérations sur produits dérivés. De ce montant, une tranche de 30,0 milliards de dollars (26,1 milliards au 31 octobre 2009) a été vendue ou donnée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie relatif aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert.

Litiges*Litige lié à Enron Corp. (Enron)*

Comme il est mentionné à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2009, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre d'un recours collectif intenté par Regents of the University of Southern California, qui a fait l'objet d'un regroupement avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, qui constituait le principal recours collectif d'actionnaires présumés d'Enron. Ce recours collectif contre la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées a été rejeté de façon définitive le 2 décembre 2009. En conséquence, nous avons déterminé que la provision de 60 millions de dollars (50 millions de dollars US, ou 53 millions selon le taux de change en vigueur au 31 janvier 2010) que nous avions constituée au titre de ce litige n'est plus nécessaire et nous l'avons contrepassée au poste Frais autres que d'intérêt—Autres de l'état consolidé des résultats, où la provision avait initialement été comptabilisée.

La Banque Royale du Canada a également été citée en tant que défenderesse par deux investisseurs particuliers relativement aux pertes qu'ils ont subies à titre d'acquéreurs de titres de participation et d'emprunt d'Enron. Nous n'avons pas comptabilisé de provision relativement à ces poursuites, car il nous est impossible de prédire leur dénouement ni le moment auquel elles seront réglées; nous estimons toutefois que le règlement final de ces poursuites n'aura pas une incidence défavorable importante sur notre situation financière consolidée. Nous revoiyons régulièrement l'évolution de la situation et nous exercerons un jugement de manière à résoudre ces poursuites au mieux de nos intérêts.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 13 : Résultats par secteur d'exploitation**Résultats trimestriels**

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Assurances		
	T1/10	T4/09	T1/09	T1/10	T4/09	T1/09	T1/10	T4/09	T1/09
Revenu net d'intérêt	1 879 \$	1 811 \$	1 718 \$	78 \$	85 \$	128 \$	– \$	– \$	– \$
Revenus autres que d'intérêt	759	762	747	986	989	869	1 382	1 565	1 346
Total des revenus	2 638	2 573	2 465	1 064	1 074	997	1 382	1 565	1 346
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	318	314	270	–	–	–	–	–	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	1 130	1 322	1 076
Frais autres que d'intérêt	1 205	1 213	1 176	806	841	827	129	145	141
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 115	1 046	1 019	258	233	170	123	98	129
Charge (économie) d'impôts	338	329	323	39	72	42	5	(6)	17
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette)	777 \$	717 \$	696 \$	219 \$	161 \$	128 \$	118 \$	104 \$	112 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	15	15	10	8	8	6	3	3	2
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	762 \$	702 \$	686 \$	211 \$	153 \$	122 \$	115 \$	101 \$	110 \$
Total de l'actif moyen (2)	273 600 \$	269 400 \$	249 600 \$	19 200 \$	20 200 \$	17 800 \$	14 300 \$	13 900 \$	12 600 \$

Note 13 : Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Résultats trimestriels**

	Services bancaires internationaux			Marchés des Capitaux (1)			Services de soutien généraux (1)		
	T1/10	T4/09	T1/09 (3)	T1/10	T4/09	T1/09	T1/10	T4/09	T1/09 (3)
Revenu net d'intérêt	320 \$	391 \$	414 \$	729 \$	721 \$	852 \$	(259)\$	(132)\$	(280)\$
Revenus autres que d'intérêt	228	193	254	1 111	1 113	557	121	(39)	458
Total des revenus	548	584	668	1 840	1 834	1 409	(138)	(171)	178
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	175	229	232	30	220	160	(30)	120	124
Frais autres que d'intérêt	510	556	595	951	826	891	25	25	(8)
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(137)	(201)	(159)	859	788	358	(133)	(316)	62
Charge (économie) d'impôts	(80)	(78)	(62)	288	229	154	(25)	(157)	(10)
Part des actionnaires sans contrôle	—	2	3	—	(2)	(21)	23	22	23
Bénéfice net (perte nette)	(57)\$	(125)\$	(100)\$	571 \$	561 \$	225 \$	(131)\$	(181)\$	49 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	13	13	12	16	16	11	9	9	—
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	(70)\$	(138)\$	(112)\$	555 \$	545 \$	214 \$	(140)\$	(190)\$	49 \$
Total de l'actif moyen (2)	56 100 \$	58 300 \$	69 100 \$	312 100 \$	313 100 \$	394 200 \$	(15 000)\$	(13 900)\$	(500)\$

Résultats trimestriels

	Total		
	T1/10	T4/09	T1/09 (3)
Revenu net d'intérêt	2 747 \$	2 876 \$	2 832 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 587	4 583	4 231
Total des revenus	7 334	7 459	7 063
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	493	883	786
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 130	1 322	1 076
Frais autres que d'intérêt	3 626	3 606	3 622
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	2 085	1 648	1 579
Charge (économie) d'impôts	565	389	464
Part des actionnaires sans contrôle	23	22	5
Bénéfice net (perte nette)	1 497 \$	1 237 \$	1 110 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	64	64	41
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 433 \$	1 173 \$	1 069 \$
Total de l'actif moyen (2)	660 300 \$	661 000 \$	742 800 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Certains montants ont été retraités en raison de l'incidence de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.**Note 14 : Gestion du capital****Capital réglementaire et ratios de capital**

Le BSIF établit des objectifs formels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif/capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Notre coefficient actif/capital n'excède pas le niveau maximal permis par le BSIF.

Capital réglementaire, actif ajusté en fonction des risques et ratios de capital

	Accord de Bâle II	
	Au	
	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Capital		
Capital de première catégorie	32 802 \$	31 774 \$
Capital total	35 289	34 881
Actif ajusté en fonction des risques		
Risque de crédit	195 731 \$	185 051 \$
Risque de marché	26 136	23 321
Risque opérationnel	37 149	36 465
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	259 016 \$	244 837 \$
Ratios de capital		
Capital de première catégorie	12,7 %	13,0 %
Capital total	13,6 %	14,2 %
Coefficient actif/capital	16,2X	16,3X

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc\fr

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 7NH
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada — Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis — Bourse de New York (NYSE)
Suisse — Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul de l'impôt sur les gains en capital au Canada, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(au Canada et aux États-Unis)
ou 416-263-9394
(communications internationales)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :

Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
4th Floor, North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ». À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés

Dates de paiement des dividendes pour 2010

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AH, AJ, AL, AN, AP, AR, AT, AV et AX	22 janvier 20 avril 22 juillet 22 octobre	26 janvier 22 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 21 mai 24 août 24 novembre

comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la TSX. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2009, nous pourrions racheter aux fins d'annulation jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2010

Premier trimestre	3 mars
Deuxième trimestre	27 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	3 décembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport annuel comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA et RBC, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada, utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à Dexia utilisent la désignation commerciale de RBC sous licence.